

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1147

13 juin 2007

SOMMAIRE

Arrois S.A.	55042	Mid Hellas S.A.	55055
Bessonnat S.A.	55052	Polytech Investment Holding S.A.	55053
Campion S.A.	55046	Polytech Systems S.A.	55045
Chimona S.A.	55050	Promacro Investments S.A.	55054
Commex International S.A.	55045	Promacro Investments S.A.	55054
CQS Luxembourg Global S.à r.l.	55046	Promacro Investments S.A.	55052
Critias Développement S.A.	55046	Promacro Investments S.A.	55052
Defoule Prod S.A.	55056	Pronto Net 1 S.à r.l.	55053
Dreamsgate Holding S.A.	55055	Pronto Net 1 S.à r.l.	55053
EPYC	55010	Pronto Net 1 S.à r.l.	55054
Espace Media S.à r.l.	55048	Relais des Casemates S.à r.l.	55045
Euromedic S.A.	55049	Sobrolux S.à r.l.	55041
Grosvenor French Retail Investments S.A.	55042	Solferino S.A.	55056
Hôtel-Restaurant Agath S.à r.l.	55051	Spektrum A.G.	55055
HSH N Sicav	55011	Sterner Research S.A.	55053
Lupo Holding S.A.	55056	Synapse Mobile Networks S.A.	55054

EPYC, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 15, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 126.911.

STATUTS

L'an deux mille sept, le trente mars.

Par-devant Maître d'Huart, notaire de résidence à Pétange

A comparu:

Monsieur Yan Cransac, administrateur de sociétés, né le 16 décembre 1970 à Albi (F) demeurant au 18, rue de Nancy F-57100 Thionville, ici représenté sur base d'une procuration donnée à Monsieur Paul Diederich, administrateur de sociétés, demeurant au 20, An der Laach L-8368 Hagen.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser acte des statuts d'une société à responsabilité limitée unipersonnelle qu'il déclare constituer par les présentes.

Art. 1^{er} . Il est formé par les présentes par le propriétaire des parts ci-après créées une société à responsabilité limitée, qui sera régie par les lois y relatives et par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet le commerce d'un commerce de chaussures, avec vente des articles de la branche.

D'une façon générale elle pourra faire toutes opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social.

Elle est autorisée à faire des emprunts et accorder des crédits et tous concours, prêts, avances, garanties ou cautionnements à des personnes privées, aux associés, ainsi que à des sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect.

Art. 3. La société prend la dénomination de EPYC Sàrl.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision du ou des gérants.

Art. 5. La durée de la société est illimitée.

Elle commence à compter du jour de sa constitution.

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents (12.500,-) Euros représenté par cent (100,-) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq (125,-) Euros chacune.

Art. 7. Les cessions de parts sociales sont constatées par un acte authentique ou sous seing privé. Elles se font en conformité avec les dispositions légales afférentes.

Art. 8. La société n'est pas dissoute par le décès d'un associé.

Art. 9. Les créanciers personnels, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants qui sont nommés par l'assemblée générale des associés, laquelle fixe la durée de leur mandat.

A moins que l'assemblée n'en dispose autrement, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Aussi longtemps que la société ne compte qu'un seul associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer.

Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la société.

Art. 13. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugés nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la société.

Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition de l'assemblée des associés.

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le trente et un décembre deux mille sept.

Souscription et libération

Les cents parts sociales sont souscrites par l'associé unique Monsieur Yan Cransac, prénommé.

Toutes les parts ont été entièrement libérées par un versement en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents (12.500,-) Euros se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire soussigné qui le constate expressément.

Décision de l'associé unique

Ensuite l'associé unique a pris la décision suivante:

1. Est nommé gérant unique pour une durée indéterminée: Monsieur Yan Cransac, demeurant au 18, rue de Nancy F-57100 Thionville.

2. L'adresse du siège social de la société est fixée au 15, rue du Marché aux Herbes L-1728 Luxembourg.

Evaluation des frais

Les parties ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution à environ mille cinq cents (1.500,-) Euros.

Dont acte, fait et passé à Pétange, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Diederich, G. d'Huart.

Enregistré à Esch/Alzette, le 3 avril 2007, Relation: EAC/2007/3350. — Reçu 125 euros.

Le Receveur ff. (signé): Oehmen.

Pour expédition conforme.

Pétange, le 13 avril 2007.

G. d'Huart.

Référence de publication: 2007052901/207/83.

(070053335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2007.

HSH N Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5365 Munsbach, 1C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 107.422.

Im Jahre zweitausendundsieben, am vierzehnten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg.

Ist die außerordentliche Hauptversammlung der Aktiengesellschaft nach luxemburgischem Recht, welche dem Recht der Société d'Investissement à Capital Variable («SICAV») unterliegt, HSH N SICAV, eingetragen im Handelsregister zu Luxemburg unter der Nummer B 107.422, mit Sitz in Munsbach, (nachfolgend «die Gesellschaft»), gegründet aufgrund einer Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 20. April 2005, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, vom 9. Mai 2005, zusammengetreten.

Die Hauptversammlung wird um 14.30 Uhr unter dem Vorsitz von Frau Alexandra Beining, Senior Fund Consultant, wohnhaft in Trier/Deutschland eröffnet.

Die Vorsitzende bestimmt zum Sekretär Frau Stefanie Backes, Fund Consultant, wohnhaft in Saarlouis/Deutschland.

Die Hauptversammlung wählt zum Stimmenzähler Herrn Stefan Ludes, Senior Fund Consultant, wohnhaft in Trier/Deutschland.

Die Vorsitzende gibt folgende Erklärungen ab:

I.- Die Tagesordnung der außerordentlichen Hauptversammlung lautet wie folgt:

1) Änderung aller Artikel der Satzung, um dem Sprachwechsel Rechnung zu tragen und insbesondere der Änderung der Artikel 13 und 22 in nachfolgenden Wortlaut:

- Der 2. Satz des Artikels 13 - Verwaltungsratsmitglieder - wird wie folgt geändert:

«Die Verwaltungsratsmitglieder müssen Angestellte oder frühere Angestellte des HSH NORDBANK KONZERNES, die diesen auf Grund ihres Eintrittes in den Ruhestand verlassen haben, sein.»

- Der 4. Absatz des Artikels 22 - Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft - wird wie folgt geändert:

«Die jährliche Generalversammlung tritt entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts an dem in der Einladung angegebenen Ort in Schuttrange, Großherzogtum Luxemburg; am zweiten Donnerstag des Monats April um 11.00 Uhr zusammen.

2) Übersetzung der englischen Fassung der Satzung in die deutsche Sprache und Ernennung der deutschen Fassung zur maßgeblichen Fassung.

3) Ratifizierung der Kooption von Herrn Dr. Frank Schneider als Mitglied des Verwaltungsrates

4) Verschiedenes.

II.- Die außerordentliche Hauptversammlung wurde durch nachfolgende Veröffentlichungen, die die Tagesordnung enthielten, einberufen:

a) im «Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations», vom 24. Februar 2007 und vom 5. März 2007.

b) im «Wort» vom 24. Februar 2007 und vom 5. März 2007.

Die vorbezeichneten Veröffentlichungen liegen dem Büro vor.

III.- Die anwesenden oder die vertretenen Aktionäre, sowie die Anzahl der Aktien, die sie halten, sind in einer Anwesenheitsliste eingetragen, die von Mitgliedern des Büros erstellt und beglaubigt wurde, die nach ihrer Unterzeichnung durch die anwesenden Aktionäre und von denjenigen Personen, die von den vertretenen Aktionären bevollmächtigt wurden, von den Mitgliedern des Büros mit der gegenwärtigen Urkunde zusammengefügt wird und mit dieser registriert wird.

IV.- Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 175.031 ausgegebenen Aktien ohne Nennwert, 175.000 Aktien anwesend oder vertreten waren bei der außerordentlichen Hauptversammlung.

V.- Die außerordentliche Hauptversammlung ist daher ordnungsgemäß zusammengesetzt und kann daher über sämtliche Punkte der Tagesordnung, über welche die Aktionäre vor der außerordentlichen Hauptversammlung informiert wurden, rechtswirksam entscheiden.

VI.- Die Hauptversammlung genehmigt die Erläuterungen der Vorsitzenden und nachdem sie sich für rechtswirksam einberufen erklärt hat und nachdem sie über die verschiedenen Punkte beraten hat, werden die nachfolgenden Beschlüsse einstimmig gefasst.

Erster Beschluss

Da die Tagesordnungspunkte 1 und 2 miteinander verbunden sind, beschließt die Hauptversammlung

- die Satzung in allen Artikeln zu ändern, um dem Sprachwechsel Rechnung zu tragen und insbesondere die Artikel 13 und 22 in nachfolgenden Wortlaut zu ändern:

- Der 2. Satz des Artikels 13 - Verwaltungsratsmitglieder - wird wie folgt geändert:

«Die Verwaltungsratsmitglieder müssen Angestellte oder frühere Angestellte des HSH NORDBANK KONZERNES, die diesen auf Grund ihres Eintrittes in den Ruhestand verlassen haben, sein.»

- Der 4. Absatz des Artikels 22 - Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft - wird wie folgt geändert:

«Die jährliche Generalversammlung tritt entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts an dem in der Einladung angegebenen Ort in Schuttrange, Großherzogtum Luxemburg; am zweiten Donnerstag des Monats April um 11.00 Uhr zusammen.

und

- die englische Fassung der Satzung ins Deutsche zu übersetzen und

- die deutsche Fassung zur maßgeblichen Fassung zu erklären.

Die Satzung der Gesellschaft wird fortan folgenden Wortlaut haben:

Titel I Name - Sitz - Dauer - Zweck

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichnenden und allen, welche Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) unter dem Namen HSH N SICAV (nachfolgend die «Gesellschaft»).

Art. 2. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Schuttrange, Großherzogtum Luxemburg. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder sonstige Büros können durch Beschluss des Verwaltungsrates der Gesellschaft («der Verwaltungsrat») sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland (jedoch nicht in den Vereinigten Staaten von Amerika, deren Territorien und Besitztümern) errichtet werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische oder militärische Ereignisse sich ereignet haben oder unmittelbar bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann der Sitz zeitweilig bis zur vollständigen Behebung dieser anormalen Umstände ins Ausland verlegt werden; diese provisorischen Maßnahmen haben jedoch keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet einer solchen zeitweiligen Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Dauer. Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

Art. 4. Zweck. Der Zweck der Gesellschaft ist die Anlage der ihr verfügbaren Gelder sowohl in Wertpapieren als auch in anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten und Finanzinstrumenten unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung und mit dem Ziel der Beteiligung ihrer Aktionäre an den Erträgen aus der Verwaltung ihres Vermögens.

Die Gesellschaft kann im weitesten Sinne und im Rahmen des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen (das «Gesetz von 2002») alle Maßnahmen ergreifen und alle Geschäfte durchführen, die sie im Rahmen der Erfüllung und Entwicklung ihres Gesellschaftszweckes für angebracht erachtet.

Titel II Gesellschaftskapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 5. Aktienkapital - Aktienklassen - Teilfonds. Das Aktienkapital der Gesellschaft wird durch voll einbezahlte Aktien ohne Nennwert verkörpert und entspricht jederzeit dem Gesamtwert des Nettovermögens der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 11. Das Mindestkapital beträgt gemäß den gesetzlichen Vorschriften eine Million zweihundert fünfzig tausend Euro (EUR 1.250.000,-). Das Startkapital beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) unterteilt in einunddreißig (31) Aktien ohne Nennwert. Dieses Mindestkapital der Gesellschaft muss innerhalb von sechs Monaten nach Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts erreicht werden.

Die gemäß den Bestimmungen im nachfolgenden Artikel 7 ausgegebenen Aktien können nach Wahl des Verwaltungsrates unterschiedlichen Klassen angehören

Der Verwaltungsrat bildet für jede Aktienklasse oder für mehrere Aktienklassen (Aktienklasse oder Aktienklassen) in der im nachfolgenden Artikel 11 beschriebenen Art und Weise ein Portfolio von Vermögenswerten. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jedes Portfolio von Vermögenswerten ausschließlich zugunsten der betreffenden Aktienklasse(n) angelegt. Die Gesellschaft stellt eine einzige Rechtsperson dar. Allerdings ist hinsichtlich Dritter, insbesondere im Verhältnis zu Gläubigern der Gesellschaft, jeder Teilfonds nur für die Verbindlichkeiten verantwortlich, die dem betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind.

Der Verwaltungsrat kann jeden Teilfonds für eine begrenzte oder unbegrenzte Zeit bilden. Endet im ersteren Fall die Laufzeit eines Teilfonds, soll die Gesellschaft in Übereinstimmung mit untenstehendem Artikel 8, ungeachtet der Bestimmungen des untenstehenden Artikel 24, die Aktien in der (den) relevanten Aktienklasse(n) zurückkaufen. Hinsichtlich des Verhältnisses unter den Aktionären wird jeder Teilfonds als separate Einheit behandelt.

Die Verkaufsunterlagen für die Aktien der Gesellschaft sollen die Laufzeit jedes Teilfonds angeben.

Innerhalb jedes Teilfonds, können die Aktien weiterhin in Serien, die alle Aktien eines Bewertungstages (wie unten in Artikel 12 definiert) repräsentieren, ausgegeben werden.

Zur Bestimmung des Kapitals der Gesellschaft wird das Nettovermögen, welches jeder Aktienklasse zuzuordnen ist, in Euro konvertiert, sofern es nicht bereits auf Euro lautet.

Art. 6. Form der Aktien. Der Verwaltungsrat legt fest, ob die Gesellschaft Inhaber- und/oder Namensaktien ausgibt.

Inhaberaktien

Wenn Zertifikate über Inhaberaktien ausgegeben werden, so wird diese Ausgabe in der Stückelung erfolgen, wie sie vom Verwaltungsrat vorgegeben wird und sie werden auf ihrer Vorderseite den Vermerk enthalten, dass sie nicht an eine US-Person aus, oder mit Wohnsitz in, den Vereinigten Staaten von Amerika oder an amerikanische Staatsbürger oder an eine juristische Person, welche von oder für eine US-Person errichtet ist (entsprechend der Definition in Artikel 10 dieser Satzung), übertragen werden können.

Soweit Inhaberaktien ausgegeben werden, erfolgt deren Übertragung durch Übergabe der entsprechenden Aktienzertifikate. Globalzertifikate können nach Ermessen des Verwaltungsrates ebenfalls ausgegeben werden.

Namensaktien

Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Namensaktien werden im Aktionärsregister eingeschrieben, welches von der Gesellschaft oder von einer oder mehreren, von der Gesellschaft damit betrauten Personen geführt wird; die Eintragung muss den Namen jedes eingetragenen Eigentümers von Namensaktien, seinen gewöhnlichen Aufenthalt oder gewählten Wohnsitz, wie der Gesellschaft mitgeteilt, sowie die Anzahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und den Betrag der auf jeden Aktienbruchteil gezahlt wurde enthalten.

Der Eintrag des Namens des Aktionärs im Aktionärsregister gibt Nachweis über das Eigentum an den entsprechenden Namensaktien. Die Gesellschaft entscheidet, ob ein Zertifikat über diesen Eintrag an den Aktionär ausgestellt wird oder ob dieser eine schriftliche Bestätigung über seinen Aktienbestand erhält.

Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (i) soweit Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch die Übergabe des oder der Zertifikat (e) über diese Aktien und aller anderen von der Gesellschaft für erforderlich gehaltenen Übertragungsunterlagen an die Gesellschaft und (ii) soweit keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch Eintragung einer schriftlichen Übertragungserklärung in das Aktionärsregister, die durch den Zedenten und den Zessionar oder hierzu ordnungsgemäß bevollmächtigte Personen datiert und unterzeichnet sein muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird im Aktionärsregister eingetragen; diese Eintragung muss von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder Angestellten der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierzu von dem Verwaltungsrat ordnungsgemäß ermächtigten anderen Person(en) unterzeichnet sein.

Aktionäre, die ein Anrecht auf Namensaktien haben, müssen der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche alle Mitteilungen und Ankündigungen versandt werden können. Diese Adresse wird ebenso im Aktionärsregister eingetragen.

Soweit ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, einen entsprechenden Vermerk im Aktionärsregister aufzunehmen, und der Sitz der Gesellschaft oder eine andere, von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit festgelegte Adresse, wird als Adresse des Aktionärs angesehen bis der Gesellschaft von dem Aktionär eine andere Adresse mitgeteilt wird. Ein Aktionär kann die im Aktionärsregister eingetragene Adresse jederzeit durch schriftliche Erklärung an die Gesellschaft, adressiert an deren Sitz oder an jede andere, von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit festgelegte Adresse, ändern.

Umtausch von Aktien

Sollten Inhaberaktien ausgegeben werden, können auf Antrag des Inhabers der jeweiligen Aktien Namensaktien in Inhaberaktien und Inhaberaktien in Namensaktien umgetauscht werden. Der Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien erfolgt durch die Annullierung etwaig ausgegebener Zertifikate über die Namensaktien, die Bestätigung, dass der Zessionar keine US-Person ist, und die Ausgabe eines oder mehrerer Zertifikate über die Inhaberaktien an ihrer Stelle und einen entsprechenden Eintrag im Aktionärsregister, welcher die Annullierung beweist. Der Umtausch von Inhaberaktien in Namensaktien erfolgt durch die Annullierung der Zertifikate über die Inhaberaktien und gegebenenfalls durch die Ausgabe von Zertifikaten über Namensaktien an ihrer Stelle und durch einen entsprechenden Eintrag im Aktionärsregister, der diese Ausgabe beweist. Nach Wahl des Verwaltungsrates können die Kosten für einen solchen Umtausch dem antragstellenden Aktionär belastet werden.

Vor der Ausgabe von Inhaberaktien und dem Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien kann die Gesellschaft für den Verwaltungsrat ausreichende Zusicherungen verlangen, dass diese Ausgabe oder dieser Umtausch nicht den Besitz der Aktien durch eine US-Person zum Ergebnis hat.

Bezüglich des weiteren Verfahrens eines Umtausches von Aktien beachten Sie bitte auch Artikel 9 dieses Titels.

Aktienzertifikate

Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Diese Unterschriften können handschriftlich, per Aufdruck oder als Faksimile erfolgen. Allerdings kann eine dieser Unterschriften von einer zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat rechtmäßig bestimmten Person stammen; in diesem Fall muss die Unterschrift dieser Person handschriftlich erfolgen. Die Gesellschaft kann vorläufige Aktienzertifikate in der vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Form ausgeben.

Soweit Inhaberaktien ausgegeben werden, erfolgt deren Übertragung durch Übergabe der entsprechenden Aktienzertifikate. Die Übertragung von Namensaktien erfolgt (i) soweit Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch die Übergabe des oder der Zertifikat(e) über diese Aktien und aller anderer von der Gesellschaft angeforderter Übertragungsunterlagen an die Gesellschaft und (ii) soweit keine Aktienzertifikate ausgegeben wurden, durch Eintragung einer schriftlichen Übertragungserklärung in das Aktionärsregister, die durch den Zedenten und den Zessionar oder hierzu ordnungsgemäß bevollmächtigte Personen datiert und unterzeichnet sein muss. Jede Übertragung von Namensaktien wird im Aktionärsregister eingetragen; diese Eintragung muss von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder Angestellten der Gesellschaft oder von einer oder mehreren hierzu von dem Verwaltungsrat ordnungsgemäß ermächtigten anderen Person(en) unterzeichnet sein.

Aktionäre, die ein Anrecht auf Namensaktien haben, müssen der Gesellschaft eine Adresse angeben, an welche alle Mitteilungen und Informationen versandt werden können. Diese Adresse wird ihrerseits im Aktionärsregister vermerkt. Soweit ein Aktionär der Gesellschaft keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, einen entsprechenden Vermerk im Aktionärsregister aufzunehmen, und der Sitz der Gesellschaft oder eine andere, von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit festgelegte Adresse, wird als Adresse des Aktionärs angesehen bis der Gesellschaft von dem Aktionär eine andere Adresse mitgeteilt wird. Der Aktionär kann, jederzeit die im Aktionärsregister eingetragene Adresse durch schriftliche Erklärung an die Gesellschaft, adressiert an deren Sitz oder an jede andere, von der Gesellschaft von Zeit zu Zeit festgelegte Adresse, ändern.

Sofern ein Aktionär der Gesellschaft gegenüber glaubhaft darlegen kann, dass sein Aktienzertifikat verloren, beschädigt oder zerstört wurde, kann auf seinen Antrag und zu den Bedingungen und unter den Garantien, welche die Gesellschaft bestimmt ein Duplikat ausgegeben werden. Auf dem neuen Zertifikat wird vermerkt, dass es sich um ein Duplikat handelt. Mit Ausgabe des neuen Aktienzertifikates, das das ursprüngliche Aktienzertifikat ersetzt, wird das ursprüngliche Aktienzertifikat, ungültig.

Beschädigte Aktienzertifikate können von der Gesellschaft annulliert und durch neue Zertifikate ersetzt werden.

Die Gesellschaft kann dem Aktionär nach ihrem Ermessen die Kosten eines Duplikates oder eines neuen Aktienzertifikates auferlegen sowie alle anderen zu Lasten der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Ausgabe und Registrierung hiervon oder im Zusammenhang mit der Annullierung des ursprünglichen Aktienzertifikates angefallenen angemessenen Auslagen verlangen.

Eigentum der Aktien

Die Gesellschaft erkennt lediglich einen einzigen Eigentümer pro Aktie an. Wenn das Eigentum an einer oder mehreren Aktien geteilt oder strittig ist, so müssen die Personen, welche ein Recht an der oder den Aktie(n) geltend machen, einen einzigen Vertreter bestellen, welcher gegenüber der Gesellschaft die Rechte an der oder den Aktie(n) wahrnimmt. Ist ein solcher Vertreter nicht bestellt, führt dies zu einer vorübergehenden Aufhebung der Ausübung aller Rechte an diesen Aktien.

Aktienbruchteile

Die Gesellschaft kann beschließen, Aktienbruchteile auszugeben. Solche Aktienbruchteile verleihen kein Stimmrecht, jedoch ein Recht auf einen entsprechenden Bruchteil an dem der entsprechenden Aktienklasse zuzuordnenden Nettoinventarwert. Im Falle von Inhaberaktien werden ausschließlich Zertifikate, die ganze Aktien darstellen, ausgegeben.

Art. 7. Ausgabe von Aktien. Der Verwaltungsrat ist ohne Einschränkung ermächtigt, zu jeder Zeit eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter neuer Aktien auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorzugsrecht im Hinblick auf die auszugebenden Aktien zu verleihen.

Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Ausgabe der Aktien einer Aktienklasse einschränken; der Verwaltungsrat kann insbesondere beschließen, dass Aktien einer Klasse lediglich während eines oder mehrerer Angebotszeiträume oder in jeglichem anderen Zeitabstand entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen hinsichtlich der Aktien der Gesellschaft, ausgegeben werden.

Wenn die Gesellschaft Aktien zur Zeichnung anbietet, entspricht der Preis pro angebotener Aktie dem Nettoinventarwert pro Aktie der betreffenden Aktienklasse in der betreffenden Serie, wie dieser entsprechend den Bestimmungen in nachstehendem Artikel 11 zum Bewertungstag nach den vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegten Bedingungen und Modalitäten ermittelt wird. Dieser Preis kann um einen Prozentsatz, der aus den geschätzten Kosten und Ausgaben, welche der Gesellschaft bei der Anlage des Emissionserlöses anfallen, besteht und um etwaige, vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit festgelegte, Verkaufsprovisionen erhöht werden.

Der so bestimmte Verkaufspreis ist innerhalb einer vom Verwaltungsrat bestimmten Frist, die zehn Luxemburger Bankarbeitstage ab dem einschlägigen Bewertungstag nicht überschreiten darf, zu entrichten.

Der Verwaltungsrat kann jedem Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, leitenden Angestellten sowie jeder anderen ordnungsgemäß hierzu ermächtigten Person die Aufgabe übertragen, Zeichnungsanträge und Zahlungen auf den Aktienpreis neu auszugebender Aktien entgegenzunehmen sowie diese auszuhändigen.

Werden gezeichnete Aktien nicht bezahlt, kann die Gesellschaft deren Ausgabe stornieren und sich gleichzeitig das Recht vorbehalten, ihre Ausgabegebühren und -provisionen zu verlangen.

Der Verwaltungsrat kann im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, insbesondere der Verpflichtung zur Erstellung eines Wertgutachtens durch einen von der Gesellschaft bestellten Wirtschaftsprüfer (*réviseur d'entreprises agréé*) (wie weiter unten in Artikel 21 definiert), Aktien gegen Sacheinlagen von Wertpapieren ausgeben, vorausgesetzt diese Wertpapiere stehen im Einklang mit den Anlagezielen, der Anlagepolitik und den Anlagebeschränkungen des betreffenden Teilfonds. Jegliche Kosten im Zusammenhang mit einer Sacheinlage von Wertpapieren sind von den jeweiligen Aktionären zu tragen.

Art. 8. Rücknahme von Aktien. Jeder Aktionär kann jederzeit von der Gesellschaft, entsprechend den vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die Aktien festgelegten Modalitäten und Verfahren sowie innerhalb der gesetzlichen Grenzen und der Grenzen dieser Satzung, die Rücknahme aller oder eines Teils seiner Aktien verlangen.

Der Verwaltungsrat kann hinsichtlich jeder Aktienklasse Beschränkungen bezüglich der Häufigkeit mit der Aktien zurückgenommen werden können einführen; der Verwaltungsrat kann insbesondere bestimmen, dass Aktien jeder Klasse nur an solchen Bewertungstagen, (jeder ein «Rücknahmetag», alle zusammen «Rücknahmetage») die in den Verkaufsunterlagen für die Aktien der Gesellschaft vorgesehen sind, zurückgenommen werden.

Der Rücknahmepreis ist innerhalb eines vom Verwaltungsrat und / oder in den Verkaufsunterlagen angegebenen Zeitraumes zu zahlen, vorausgesetzt, dass der Gesellschaft die Aktienzertifikate, soweit solche ausgegeben sind, sowie die Übertragungsdokumente gemäß den Bestimmungen im nachfolgenden Artikel 12 zugegangen sind. Aktien eines jeden Teilfonds werden nicht zurückgenommen, sollte die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie in diesem Teilfonds in Übereinstimmung mit Artikel 12 dieser Satzung ausgesetzt sein.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Nettoinventarwert pro Aktie in der bestimmten Klasse der entsprechenden Serie, so wie dieser gemäß den Bestimmungen des nachfolgenden Artikels 11 bestimmt wird, abzüglich der Kosten und gegebenenfalls Provisionen in der Höhe entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der betreffende Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, so wie dies vom Verwaltungsrat festgelegt wird.

Sofern ein Rücknahmeantrag zur Folge hätte, dass die Anzahl oder der gesamte Nettoinventarwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien unter eine Anzahl oder einen Wert fielen, welche(n) der Verwaltungsrat festgelegt hat («Mindestkapitalanlageerfordernis pro Aktionär»), kann die Gesellschaft bestimmen, dass dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des betreffenden Aktionärs in dieser Aktienklasse gewertet wird. Nach Ermessen der Gesellschaft, behält sich diese das Recht vor, den Aktienbesitz jedes vorhandenen Aktionärs der unter das Mindestkapitalanlageerfordernis pro Aktionär für eine Aktienklasse fällt, ohne Gebühr in eine andere einschlägige Klasse zu überführen.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat dann, wenn an einem bestimmten Rücknahmetag die entsprechend den Bestimmungen dieses Artikels eingereichten Rücknahmeanträge und die entsprechend den Bestimmungen des nachstehenden Artikels 9 eingereichten Umtauschanträge eine bestimmte vom Verwaltungsrat im Hinblick auf die Zahl oder den Wert der im Umlauf befindlichen Aktien einer Aktienklasse festgelegte Schwelle überschreiten, beschließen, dass die Rücknahme oder der Umtausch aller oder eines Teils dieser Aktien, anteilig für jeden Aktionär, der die Rücknahme oder Umwandlung seiner Aktien beantragt, für eine vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen der Gesellschaft festgelegten Frist und zu den vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen verschoben wird. Am nächsten Rücknahmetag, der diesem Zeitraum folgt, werden diese Rücknahme- und Umwandlungsanträge mit Vorrang vor späteren Anträgen behandelt.

Die Gesellschaft hat das Recht, mit Zustimmung des jeweiligen Aktionärs und sofern der Verwaltungsrat dies so bestimmt, den entsprechenden Rücknahmepreis durch Zuteilung von Vermögenswerten aus der jeweiligen Aktienklasse oder denjenigen Aktienklassen bildenden Portfolios in Höhe eines Wertes (berechnet in der in Artikel 11 beschriebenen Weise) auszahlend, der zum Rücknahmetag an dem der Rücknahmepreis berechnet wird, dem Wert der zurückgegebenen Aktien entspricht. Die Natur und die Art der Aktiva, die in diesem Fall übertragen werden, werden auf einer gerechten und angemessenen Grundlage und ohne die Interessen der anderen Aktionäre der betreffenden Aktienklasse (n) zu beeinträchtigen, bestimmt. Die Bewertung soll durch einen Spezialbericht des von der Gesellschaft bestimmten Wirtschaftsprüfers bestätigt werden. Die Kosten solcher Übertragungen sind vom Aktionär zu tragen.

Alle zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Art. 9. Umtausch von Aktien. Sofern nichts anderes durch den Verwaltungsrat für bestimmte Aktienklassen bestimmt wurde, kann jeder Aktionär den Umtausch aller oder Teile der von ihm in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse mit Einschränkungen hinsichtlich der Modalitäten, Bedingungen und der Zahlung von solchen Gebühren und Provisionen, die der Verwaltungsrat beschließt, beantragen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien in einer Aktienklasse in eine andere Aktienklasse wird unter Bezugnahme auf den jeweiligen Nettoinventarwert der beiden betroffenen Aktienklassen auf der Grundlage der am selben Bewertungstag erfolgten Berechnungen ermittelt.

Sofern ein Antrag auf Umtausch von Aktien zur Folge hätte, dass die Anzahl oder der gesamte Nettoinventarwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse gehaltenen Aktien unter eine Anzahl oder einen Wert fielen, welche(n) der Verwaltungsrat festgelegt hat, kann die Gesellschaft diesen Antrag als Antrag auf Umtausch des gesamten Aktienbesitzes des betreffenden Aktionärs in dieser Aktienklasse werten.

Nach Ermessen der Gesellschaft, behält sich diese das Recht vor, den Aktienbesitz jedes vorhandenen Aktionärs, der unter das Mindestkapitalanlageerfordernis pro Aktionär für eine Aktienklasse fällt, ohne Gebühr in eine andere, einschlägige Aktienklasse zu überführen. Aktien einer Aktienklasse werden nicht umgewandelt, sollte die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie in dieser Klasse durch die Gesellschaft gemäß Artikel 12 dieser Satzung ausgesetzt sein.

Aktien, deren Umtausch in Aktien einer anderen Aktienklasse erfolgt ist, werden annulliert.

Art. 10. Einschränkungen in Bezug auf das Eigentum an Aktien. Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien der Gesellschaft im Hinblick auf jede Person, Firma oder Gesellschaft einschränken oder untersagen, wenn nach Ansicht der Gesellschaft eine solche Eigentumsposition für die Gesellschaft schädlich sein könnte, eine Verletzung luxemburger oder ausländischer Rechts- oder Verwaltungsvorschriften nach sich zöge oder wenn die Gesellschaft aufgrund dessen Steuernachteilen oder anderen finanziellen Nachteilen ausgesetzt sein könnte, die ihr anders nicht entstanden wären (diese Personen, Firmen oder Gesellschaften, die durch den Verwaltungsrat festgelegt werden, werden im Weiteren als «Verbotene Personen» bezeichnet).

Für diese Zwecke kann die Gesellschaft:

a) die Ausgabe von Aktien und die Eintragung einer Aktienübertragung verweigern, sofern diese Ausgabe oder diese Übertragung offenbar zur Folge hätten, dass die Aktien in das rechtliche oder wirtschaftliche Eigentum einer Verbotenen Person übergehen; und

b) jederzeit von jeder im Register der Aktionäre eingetragenen Person oder von jeder anderen Person, welche die Eintragung der Aktienübertragung in dieses Register beantragt, verlangen, dass diese Person der Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft für notwendig erachteten Informationen mit eidesstattlicher Versicherung liefert, welche sie für erforderlich hält, um festzustellen, ob die Aktien einer Verbotenen-Person wirtschaftlich zuzuordnen sind oder ob durch die Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum dieser Verbotenen Person an den Aktien begründet wird; und

c) auf Generalversammlungen der Gesellschaft Verbotenen Personen das Stimmrecht verweigern; und

d) einen Aktionär zum Verkauf seiner Aktien auffordern und den Nachweis binnen dreißig (30) Tagen verlangen, dass dieser Verkauf nach dieser Aufforderung auch durchgeführt wurde, sofern die Gesellschaft den Eindruck hat, dass eine Verbotene Person allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien der Gesellschaft ist. Sofern der betreffende Aktionär dieser Verpflichtung nicht nachkommt, kann die Gesellschaft die Gesamtheit der von diesem Aktionär gehaltenen Aktien zwangsweise zurückkaufen oder diesen Rückkauf veranlassen, wobei das nachfolgende Verfahren eingehalten wird:

(1) Die Gesellschaft leitet dem Aktionär, welcher die betreffenden Aktien besitzt oder im Register der Namensaktien als Eigentümer der zurückzukaufenden Aktien erscheint, eine zweite Mitteilung («Rückkaufmitteilung», nicht anwendbar für U.S. Personen) zu, welche die zurückzukaufenden Aktien näher beschreibt sowie das Verfahren festlegt, nach dem der Rückkaufpreis bestimmt wird, und den Namen des Käufers angibt.

Jede solche Mitteilung wird dem Aktionär per vorfrankiertem Einschreibebrief an dessen letzte bekannte oder in den Büchern der Gesellschaft eingetragene Adresse zugestellt. Der betreffende Aktionär ist daraufhin verpflichtet, der Gesellschaft unverzüglich das oder die Aktienzertifikat(e), welche(s) die in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Aktien repräsentiert bzw. repräsentieren sollten solche existieren auszuhändigen.

Unmittelbar nach Geschäftsschluss des Tages, welcher in der Rückkaufmitteilung bezeichnet wird, ist der betreffende Aktionär nicht mehr Eigentümer der in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Aktien; sofern es sich um Namensaktien handelt, wird sein Name aus dem Aktionärsregister gestrichen und das oder die Zertifikat(e), welche(s) diese Namensaktien repräsentieren, für ungültig erklärt.

(2) Der Preis, zu welchem jede dieser Aktien zurückgekauft werden soll (der «Rückkaufpreis»), entspricht einem auf der Grundlage des Nettoinventarwertes pro Aktie der betreffenden Aktienklasse an einem vom Verwaltungsrat für den Aktienrückkauf der Gesellschaft bestimmten Bewertungstag, welcher dem Datum der Rückkaufmitteilung unmittelbar vorangeht oder der Einreichung des bzw. der Aktienzertifikat(es/e) über die in der Mitteilung bezeichneten Aktien unmittelbar nachfolgt, wenn anwendbar, ermittelten Betrag, wobei unter Berücksichtigung der in vorstehendem Artikel 8 aufgeführten Grundsätze der von beiden niedrigere Preis zugrunde gelegt wird und ein Abzug der dort vorgesehenen Dienstleistungsprovisionen erfolgt.

(3) Die Zahlung des Rückkaufpreises an den ehemaligen Eigentümer der betreffenden Aktien erfolgt regelmäßig in einer Währung, welche der Verwaltungsrat für die Zahlung des Rücknahmepreises der Aktien der betreffenden Aktienklasse bestimmt und der entsprechende Betrag wird von der Gesellschaft zwecks Zahlung an den betreffenden Eigentümer bei einer Bank in Luxemburg oder im Ausland (entsprechend den Angaben in der Rückkaufmitteilung, wenn anwendbar) nach Bestimmung des definitiven Rückkaufpreises oder Einreichung des oder der in der Rückkaufmitteilung angegebenen Aktienzertifikat(es/e) einschließlich der noch nicht fälligen Dividendenscheine hinterlegt. Unmittelbar nach Zustellung der Rückkaufmitteilung hat der ehemalige Eigentümer weder ein Anrecht auf die betreffenden Aktien oder Teile derselben noch einen Anspruch gegen die Gesellschaft oder ihre Vermögenswerte mit Ausnahme des Rechtes, den Rücknahmepreis (zinslos) bei der Bank nach tatsächlicher Rückgabe des oder der Aktienzertifikate, wie vorbeschrieben, in Empfang zu nehmen. Sofern ein nach diesem Absatz fälliger Rückkaufpreis nicht innerhalb von fünf Jahren nach dem in der Rückkaufmitteilung bezeichneten Datum zurückgefordert wurde, kann der entsprechende Betrag nicht mehr eingefordert werden und verfällt zugunsten der betreffenden Aktienklasse bzw. Aktienklassen. Der Verwaltungsrat ist in vollem Umfang berechtigt, zu entsprechender Zeit die notwendigen Maßnahmen zu ergreifen, um diesen Vorgang umzusetzen und um diesen im Namen der Gesellschaft zu genehmigen.

(4) Die Ausübung der im vorliegenden Artikel übertragenen Befugnisse durch die Gesellschaft kann in keinem Falle mit der Begründung, dass das Eigentum einer bestimmten Person an den Aktien nicht ausreichend nachgewiesen worden sei, oder dass die tatsächliche Eigentümerstellung an den betreffenden Aktien anders war, als es der Gesellschaft zum Zeitpunkt der Rückkaufmitteilung, soweit anwendbar, erschien in Frage gestellt oder unwirksam gemacht werden, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft ihre Befugnisse nach Treu und Glauben ausgeübt hat.

Der Begriff der Verbotene-Person gemäß der Verwendung in dieser Satzung umfasst weder Zeichner von Aktien der Gesellschaft, welche im Zusammenhang mit der Gründung der Gesellschaft ausgegeben wurden und von diesen Zeichnern gehalten werden, noch Wertpapierhändler, welche diese Aktien mit dem Ziel ihres Vertriebes im Rahmen einer Aktienausgabe durch die Gesellschaft erwerben.

U. S. Personen, wie in diesem Artikel beschrieben, können eine spezielle Kategorie von Verbotenen Personen darstellen.

Sofern die Gesellschaft den Eindruck hat, dass eine Verbotene Person eine US-Person ist, die entweder allein oder zusammen mit anderen Personen wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist, kann die Gesellschaft alle Aktien, die ein solcher Aktionär hält zwangsweise ohne Aufschub zurückkaufen oder den sofortigen Rückkauf veranlassen. In diesem Fall ist die Rückkaufmitteilung, wie sie in obiger Klausel d) (1) beschrieben ist nicht anwendbar.

Soweit der Begriff U.S. Person in dieser Satzung verwendet wird, bezeichnet dieser, in Bezug auf Individuen jeden Bürger der Vereinigten Staaten von Amerika (und bestimmte frühere Bürger der Vereinigten Staaten von Amerika, soweit sie einschlägigen U.S. Einkommenssteuergesetzen unterliegen) oder Ausländer mit Arbeitsgenehmigung (resident alien) im Sinne des jeweils gültigen U.S. Einkommenssteuergesetzes.

In Bezug auf andere Personen als Individuen, bezieht sich der Begriff U.S. Person auf (i) eine Gesellschaft, Vereinigung oder andere juristische Person die in den Vereinigten Staaten oder nach den Gesetzen der Vereinigten Staaten oder eines

ihrer Mitgliedsstaaten gegründet oder organisiert wurde; (ii) einen Trust bei dem (a) ein U.S. Gericht in der Lage ist die primäre Gerichtsbarkeit über den Trust auszuüben und (b) ein oder mehrere U.S. Treuhänder die Autorität zur Kontrolle aller erheblichen Entscheidungen des Trusts haben (iii) einen Besitz (a) welcher U.S. Steuer auf weltweites Einkommen aus allen Quellen unterliegt; oder (b) für welchen eine U.S. Person als Ausführer oder Verwalter mit alleinigem Investmentermessen in Bezug auf die Aktiva des Besitzes fungiert und welcher nicht einem ausländischen Recht unterliegt. Der Begriff «U.S. Person» bezeichnet ebenso jede juristische Person, die vornehmlich für passives Investment gegründet wurde, wie ein Warendermin-Investmentfond, eine Investmentgesellschaft sowie andere vergleichbare juristische Personen (ausgenommen Pensionspläne für Mitarbeiter, leitende Angestellte oder Direktoren einer juristischen Person, die außerhalb der Vereinigten Staaten gegründet wurde und ihren Hauptgeschäftssitz hat), welche als einen Hauptzweck die Erleichterung der Investitionen einer U.S. Person in einem Warendermin-Investmentfond hat, bezüglich welchem der Betreiber von bestimmten Anforderungen des Teils 4 des United States Commodity Futures Trading Commission aufgrund seiner Beteiligten, die nicht US-Personen sind, ausgenommen ist. «Vereinigte Staaten» bezeichnet die Vereinigten Staaten von Amerika (den Staat und den Distrikt Columbia inbegriffen), ihre Gebiete, ihre Besitztümer und alle anderen Bereiche, die ihrer Jurisdiktion unterliegen.

Art. 11. Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie. Der Nettoinventarwert pro Aktie einer jeden Klasse in der relevanten Serie in einem Teilfonds wird in der Referenzwährung (entsprechend der Festlegung in den Verkaufsunterlagen für die Aktien) des entsprechenden Teilfonds berechnet und, soweit innerhalb eines Teilfonds anwendbar, in der Währungseinheit der betreffenden Aktienklasse einer solchen Serie innerhalb eines solchen Teilfonds ausgedrückt. Dieser Wert wird unter Berücksichtigung der nachstehend beschriebenen Bewertungsregeln durch Teilung der Nettovermögenswerte der Gesellschaft, welche jeder Aktienklasse in einer Serie innerhalb eines Teilfonds zuzuordnen sind und welche durch den Abzug der der jeweiligen Aktienklasse in einer Serie am betreffenden Bewertungstag zuzuordnenden Verbindlichkeiten von den dieser Aktienklasse und Serie zuzuordnenden Vermögenswerten bestimmt werden (der «Nettoinventarwert»), durch die Anzahl, der zu diesem Zeitpunkt im Umlauf befindlichen Aktien dieser Aktienklasse dieser Serie innerhalb des Teilfonds am jeweiligen Bewertungstag ermittelt. Der so ermittelte Nettoinventarwert pro Aktie wird entsprechend der vom Verwaltungsrat getroffenen Regelung zu der nächsten Einheit der betreffenden Währung auf- oder abgerundet. Wenn seit dem Zeitpunkt der Bestimmung des Nettoinventarwertes eine wesentliche Änderung der Kurse an den Märkten eintritt, an welchen ein wesentlicher Teil der Anlagen der Gesellschaft, die der betreffenden Aktienklasse zuzuordnen sind, gehandelt wird oder notiert ist, kann die Gesellschaft die erste Bewertung aufheben und im Interesse der Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft eine zweite Bewertung vornehmen, in diesem Fall sind alle diesbezüglichen Zeichnungen und Rückkaufanträge auf Basis der zweiten Bewertung zu behandeln.

Die Bewertung des Nettovermögens der verschiedenen Aktienklassen, in einer bestimmten Serie eines Teilfonds erfolgt nach dem folgenden Verfahren:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

- a) Alle Barmittel in Kassenbeständen oder Bankguthaben, inklusive der darauf angefallenen Zinsen;
- b) Alle fälligen Rechnungen, Forderungsmittelungen und ausstehende Forderungen (Erträge aus verkauften aber nicht ausgelieferten Wertpapieren eingeschlossen);
- c) Alle Anleihen, Termineinlagen, alle Einlagezertifikate, Anteile, Aktien, Schuldverschreibungen, Vorzugsaktien, Bezugsrechte, Optionsscheine, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und vergleichbare Vermögenswerte im Eigentum oder unter Vertrag der Gesellschaft (vorausgesetzt die Gesellschaft kann, in Bezug auf Fluktuation des Marktwertes von Wertpapieren, die vom Handel mit Ex-Dividenden, Ex-Rechten oder ähnlichen Praktiken verursacht wurden, Anpassungen in einer Art und Weise vornehmen, die nicht unvereinbar mit nachstehendem Absatz (a) sind)
- d) Alle für die Gesellschaft ausstehenden Aktiendividenden, Bardividenden und Barausschüttungen in dem Ausmaß, wie Informationen hierüber der Gesellschaft in angemessener Weise zugänglich sind;
- e) alle Anteile oder Aktien von Organismen für gemeinsame Anlagen;
- f) alle auf eine verzinsliche Anlage im Eigentum der Gesellschaft angefallenen Zinsen mit Ausnahme des Umfangs, der im Hauptbetrag dieses Vermögenswertes enthalten oder wiedergegeben wäre;
- g) die vorausgegangen Aufwendungen der Gesellschaft, insbesondere die Kosten der Ausgabe und Verteilung der Gesellschaftsanteile, soweit diese nicht abgeschrieben wurden;
- h) alle anderen Vermögenswerte jeglicher Art und Natur, insbesondere im Voraus bezahlte Aufwendungen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- a) Der Wert aller Barmittel in Kassenbeständen oder Bankguthaben, fälligen Rechnungen, Forderungsmittelungen und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und wie oben beschrieben erklärten oder aufgelaufenen noch nicht erhaltenen Zinsen soll so behandelt werden, als entspräche er dem jeweils vollen Betrag. Ist der Erhalt oder die Bezahlung der vollen Summe unwahrscheinlich, ist ihr Wert nach Abzug eines für angemessen erachteten, Abschlages, der den tatsächlichen Wert wieder spiegelt, zu ermitteln.
- b) Der Wert von Vermögenswerten, die in einer Aktienbörse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des Abschlusskurses des an der Aktienbörse, welche gewöhnlich den Hauptmarkt dieser Vermögenswerte darstellt, direkt vorausgehenden Geschäftstages, ermittelt.

c) Der Wert von Vermögenswerten, die auf einem anderen Geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist (ein «Geregelter Markt») gehandelt werden, wird auf der Grundlage des Abschlusskurses des vorausgehenden Geschäftstages, an diesem Geregeltem Markt, der gewöhnlich den Hauptmarkt dieser Vermögenswerte darstellt, ermittelt;

d) Sowohl für nicht börsennotierte Vermögenswerte oder Vermögenswerte, die nicht auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, als auch für börsennotierte Vermögenswerte oder solche, die auf einem anderen Geregelten Markt, wie vorerwähnt, gehandelt werden, für die der nach Maßgabe von (b) oder (c) ermittelte Wert nicht den tatsächlichen Marktwert angemessen widerspiegelt, wird der Wert nach einer vorsichtigen Einschätzung und unter Anwendung der gebotenen Sorgfalt auf der Grundlage der zu erwartenden Marktwerte nach Treu und Glauben ermittelt werden;

e) Der Liquidationswert von Termingeschäften (Futures, Spots u.a.) und Optionskontrakten, die nicht an einer Börse oder auf einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, entspricht dem Nettoliquidationswert, wie er gemäß den vom Verwaltungsrat festgelegten Grundsätzen, die für jede dieser Art von Geschäft festgelegt wurden, ermittelt wird. Der Liquidationswert von Termingeschäften (Futures, Spots, u.a.) und Optionskontrakten, die an Börsen oder auf anderen Geregelten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der Abschlusskurse des vorausgehenden Geschäftstages dieser Kontrakte an Aktienbörsen und auf Geregelten Märkten, auf denen die betreffenden Termingeschäfte (Futures, Spots u.a.) und Optionskontrakte von der Gesellschaft gehandelt werden, bestimmt. Wenn ein Termingeschäft (Futures, Spots u.a.) oder Optionskontrakt an dem Tag, an dem der Nettoinventarwert berechnet wird, nicht liquidiert werden konnte, wird der Liquidationswert dieses Kontraktes auf einer vom Verwaltungsrat für fair und angemessen gehaltenen Grundlage bestimmt.

Zinsswaps werden zu ihrem unter Bezug auf die relevante Zins-Struktur-Kurve bestimmten Marktwert bewertet. Credit Default Swaps werden zu ihrem aktuellem Wert der zukünftigen Zahlungsflüsse in Bezug auf die standardisierten Marktbedingungen bewertet, wobei die Zahlungsflüsse im Hinblick auf die Ausfallwahrscheinlichkeit angepasst werden. Andere Swaps werden nach fairem Marktwert bewertet, der nach Treu und Glauben den durch den Verwaltungsrat errichteten Vorgaben folgend und durch den Wirtschaftsprüfer anerkannt, ermittelt wird.

f) Aktien oder Anteile an zugrunde liegenden anderen OGA sollen zu deren letztem verfügbaren Nettoinventarwert bewertet werden, oder, falls der so ermittelte Wert den tatsächlichen Marktwert dieser Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegelt, soll der Wert durch den Verwaltungsrat in wohl ausgewogener und angemessener Weise und nach Treu und Glauben bestimmt werden.

g) Alle anderen Wertpapiere und Vermögenswerte werden zu dem angemessenen Marktwert bewertet, der nach Treu und Glauben entsprechend den vom Verwaltungsrat festgelegten Verfahren ermittelt wird.

h) Geldmarktinstrumente, die von der Gesellschaft gehalten werden und eine verbleibende Restlaufzeit von 90 Tagen oder weniger aufweisen, werden nach der «armortized cost method», welche annähernd den Marktwert wiedergibt, bewertet.

Der Wert der Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die auf eine andere Währung als die Referenzwährung eines Teilfonds lauten, wird auf der Grundlage der bei einer bei vom Verwaltungsrat bestimmten Grossbank geltenden Wechselkurse in die Referenzwährung dieses Teilfonds umgerechnet. Wenn diese Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach den Grundsätzen von Treu und Glauben vom Verwaltungsrat oder mittels der vom Verwaltungsrat festgelegten Verfahren ermittelt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden heranziehen, wenn auf diese Weise der tatsächliche Marktwert eines Vermögenswertes der Gesellschaft besser wiedergegeben werden kann.

II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) sämtliche Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fällige Forderungen;
- b) alle aufgelaufenen Zinsen auf der Gesellschaft gewährte Kredite (einschließlich Bereitstellungskosten für diese Kredite);
- c) alle aufgelaufenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, aber nicht abschließend Verwaltungskosten, Vermögensverwaltungsgebühren, einschließlich Erfolgsvergütungen, soweit vorhanden, Depotbankgebühren, sowie Corporatestellengebühren);
- d) sämtliche bekannten aktuellen oder zukünftigen Verbindlichkeiten, einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Barzahlung oder Sachleistung, einschließlich aller Verbindlichkeiten aus Rückkaufvereinbarungen, des Weiteren einschließlich des Betrages, der von der Gesellschaft erklärten, aber noch nicht gezahlten Dividenden;
- e) eine angemessene Rückstellung für zukünftige Steuern auf das Kapital und den Ertrag bis zum Bewertungstag gemäß der von Zeit zu Zeit erfolgenden Festsetzung durch die Gesellschaft und sämtliche anderen, vom Verwaltungsrat zugelassenen oder gebilligten Rückstellungen (falls vorhanden) sowie einen Betrag (falls vorhanden), welchen der Verwaltungsrat als ausreichende Rückstellung betrachtet, um Eventualverbindlichkeiten der Gesellschaft erfüllen zu können;
- f) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft entsprechend den allgemein anerkannten Buchführungsgrundsätzen. Für die Bewertung des Betrages dieser sonstigen Verbindlichkeiten berücksichtigt die Gesellschaft alle von ihr zu tragenden Ausgaben, welche unter anderem die Vergütungen (Investmentmanagementvergütungen und Erfolgsvergütungen, soweit angefallen) zahlbar zu Gunsten ihres Fondmanagers, Gebühren und Auslagen zahlbar zu Gunsten ihrer Wirtschaftsprüfer und Buchhalter, der Depotbank (wie unten in Artikel 27 beschrieben) und

ihrer Korrespondenzbanken, der Zentralverwaltungs- und Zahlstelle, der Börsennotierungsbeauftragten, der Domizilstelle, jeder Vertriebsstelle und der, ständigen Repräsentanten in Vertriebsländern sowie aller anderen von der Gesellschaft eingesetzten Beauftragten, die Vergütung der Verwaltungsratsmitglieder und leitenden Angestellten der Gesellschaft und deren angemessene Auslagen und Versicherungen sowie deren angemessene Reisekostenerstattung im Zusammenhang mit Sitzungen des Verwaltungsrates, Kosten und Ausgaben für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfungsdienste, Gebühren und Kosten von staatlichen Stellen oder Börsen im Großherzogtum Luxemburg oder in jedem anderen Land im Zusammenhang mit der Vornahme und Aufrechterhaltung der Registrierung der Gesellschaft, Berichts- und Veröffentlichungskosten einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, Werbung und Verteilung der Verkaufsprospekte, von Informationsunterlagen und periodischen Berichten oder Registrierungs- und Veröfentlichungserklärungen und die Kosten für Berichte an die Aktionäre, Steuern, Abgaben, hoheitliche und ähnliche Abgaben, die Kosten der Veröffentlichung der Ausgabe, des Umtauschs, soweit einschlägig, und Rückkaufpreise sowie alle sonstigen Geschäftsführungsausgaben einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergewühren, Post-, Telefon- und Telexkosten umfassen. Die Gesellschaft kann Verwaltungskosten und sonstige regelmäßige oder periodische Kosten auf der Grundlage eines Schätzwertes für ein Jahr oder einen sonstigen Zeitraum berücksichtigen.

III. Die Vermögenswerte werden wie folgt zugeteilt:

Der Verwaltungsrat bildet eine Aktienklasse im Hinblick auf jeden Teilfond und kann hinsichtlich eines Teilfonds mehrere Aktienklassen in der folgenden Art und Weise bilden:

a) Wenn mehrere Aktienklassen sich auf einen Teilfonds beziehen, werden die diesen Klassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam nach der spezifischen Anlagepolitik des betreffenden Teilfonds angelegt, vorausgesetzt, dass der Verwaltungsrat berechtigt ist, innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen so zu definieren, dass diese (i) einer spezifischen Ausschüttungspolitik, wie die Berechtigung zu Ausschüttungen oder die Nicht-Berechtigung zu Ausschüttungen, und/oder (ii) einer spezifischen Verkaufs- und Rücknahmegebührenstruktur und/oder (iii) einer spezifischen Vermögensverwaltungs- oder Beratungsgebührenstruktur und/oder (iv) einer spezifischen Abtretungsstruktur hinsichtlich der Vertriebs-, Aktionärsdienst- oder anderen Gebühren und/oder (v) einer bestimmten Währung oder Währungseinheit, welche die Referenzwährung der Klasse darstellt, basierend auf dem Wechselkurs dieser Währung oder Währungseinheit zur Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds und/oder (vi) der Nutzung verschiedener Absicherungstechniken um in der Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds die notierten Vermögenswerte und Gewinne in der Währung der jeweiligen Aktienklasse gegen Langzeitwährungsfluktuationen ihrer Notierungswährung zu schützen und/oder (vii) irgendeinem anderen Wesensmerkmal, dass vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit in Übereinstimmung mit dem anwendbaren Recht bestimmt wird, entsprechen;

b) Der Ertrag aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse wird in den Büchern der Gesellschaft der ausgegebenen Aktienklasse im Rahmen des entsprechenden Teilfonds zugeordnet und der entsprechende Betrag erhöht gegebenenfalls den Anteil des Nettovermögens des betreffenden Teilfonds, welcher der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen ist;

c) Die Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, das Einkommen und die Kosten, welche diesem Teilfonds zuzuordnen sind, werden dieser Aktienklasse bzw. diesen Aktienklassen im Rahmen des betreffenden Teilfonds unter Beachtung der Bestimmungen dieses Artikels siehe oben unter (a) zugerechnet;

d) Vermögenswerte, welche sich von anderen Vermögenswerten ableiten, werden in den Büchern denselben Aktienklassen oder derselben Aktienklasse zugeordnet, dem der Vermögenswert zuzuordnen ist, von dem er sich ableitet, und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Zuwachs oder die Verminderung im Wert dieses Vermögenswertes der entsprechenden Aktienklasse oder den entsprechenden Aktienklassen zugeordnet;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu den entsprechenden Nettoinventarwerten oder auf solch andere Weise zugeordnet, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben bestimmt, vorausgesetzt dass (i) wo Vermögenswerte, für verschiedene Teilfonds in einem Konto und/oder gemeinsam von einem Bevollmächtigten des Verwaltungsrates als jeweils getrennter Pool von Vermögenswerten verwaltet werden, dass diesbezügliche Recht jeder Aktienklasse dem aufgeteilten Anteil, der sich aus der Einlage der entsprechenden Aktienklasse zu dem entsprechenden Konto oder Pool ergibt, entspricht und (ii) dieses Recht in Übereinstimmung mit den Einlagen und Auszahlungen, die die Aktienklassen in dieses Konto machen variiert, wie in den Verkaufsunterlagen der Aktien der Gesellschaft beschrieben.

f) Nach Vornahme von Ausschüttungen an die Inhaber einer Aktienklasse wird der Nettoinventarwert der entsprechenden Aktienklasse um den Betrag dieser Ausschüttungen vermindert.

Alle vorerwähnten Bewertungsregeln und Bestimmungen sind im Einklang mit den allgemein anerkannten Grundsätzen der Buchführung zu interpretieren und anzuwenden.

Sofern nicht Bösgläubigkeit, grobe Fahrlässigkeit oder ein offenkundiger Irrtum vorliegen, ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Nettoinventarwertes, welche vom Verwaltungsrat oder einer Bank, Gesellschaft oder einer sonstigen vom Verwaltungsrat zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwertes ernannten Organisation vorgenommen wird, endgültig und für die Gesellschaft, die der Berechnung des Nettoinventarwertes vorhandenen, ehemaligen oder zukünftigen Aktionäre bindend.

IV. Für die Zwecke dieses Artikels gilt Folgendes:

a) Aktien der Gesellschaft, welche gemäß Artikel 8 dieser Satzung zurückgegeben werden, werden bis zu dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat am Rücknahmetag, an dem die Bewertung getätigt wird, festgesetzt wird, als ausgegebene und bestehende Aktien behandelt und der Preis hierfür wird ab diesem Zeitpunkt und bis zur Zahlung durch die Gesellschaft als Verbindlichkeit der Gesellschaft betrachtet;

b) von der Gesellschaft auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem Bewertungstag, an dem die Bewertung erfolgt ist, festgesetzt wurde, als ausgegeben betrachtet und ihr Preis wird ab diesem Zeitpunkt bis zum Zahlungseingang als Forderung der Gesellschaft behandelt;

c) alle Anlagen, Barguthaben und anderen Vermögenswerte, welche auf eine andere Währung als die Referenzwährung des betreffenden Teilfonds lauten, werden unter Berücksichtigung der geltenden Markt- oder Wechselkurse zu dem Datum und zur Zeit der Bestimmung des Nettoinventarwertes der Aktien bewertet; und

d) sofern die Gesellschaft an einem Bewertungstag einen Vertrag geschlossen hat, um:

(1) einen Vermögenswert zu erwerben, so werden der für diesen Vermögenswert zu zahlende Betrag als Verbindlichkeit der Gesellschaft, der Wert des Vermögenswertes der erworben wird dagegen als Vermögenswert der Gesellschaft behandelt;

(2) einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der für diesen Vermögenswert zu erhaltende Betrag als Vermögenswert der Gesellschaft betrachtet und der zu liefernde Vermögenswert wird nicht mehr in den Aktiva der Gesellschaft bilanziert;

wobei allerdings, wenn der genaue Wert oder die genaue Art der Gegenleistung oder des entsprechenden Vermögenswertes zum Bewertungstag nicht bekannt sind, der Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

Art. 12. Häufigkeit und zeitweise Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie sowie der Ausgabe und Rücknahme von Aktien. In Bezug auf jede Aktienklasse wird der Nettoinventarwert pro Aktie jeder Serie sowie Ausgabe-, Rücknahme- und Umtauschpreis der Aktien von Zeit zu Zeit von der Gesellschaft oder von einem von ihr dazu Beauftragten, mindestens jedoch einmal pro Monat in dem vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Rhythmus ermittelt, wobei dieses Datum oder dieser Zeitpunkt der Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie in dieser Satzung als «Bewertungstag» bezeichnet wird.

Die Gesellschaft kann vorübergehend die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie einer jeden Aktienklasse sowie die Ausgabe und Rücknahme von Aktien seitens ihrer Aktionäre wie auch den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in eine andere Aktienklasse unter den nachfolgend beschriebenen Umständen aussetzen:

a) während einer Zeit, in der ein Hauptmarkt oder ein sonstiger Markt, auf welchem ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche den betreffenden Teilfonds von Zeit zu Zeit zuzuordnen sind, notiert oder gehandelt wird, an anderen Tagen als an gewöhnlichen Feiertagen geschlossen ist oder wenn der Handel in solchen Vermögenswerten eingeschränkt oder ausgesetzt ist, vorausgesetzt, dass solche Einschränkungen oder Aussetzungen die Bewertung der hierauf notierten oder gehandelten Vermögenswerte der Gesellschaft, welche den betreffenden Aktienklassen zuzuordnen sind, beeinträchtigt;

b) in nach Ansicht des Verwaltungsrates vorliegenden Notfällen, mit der Folge, dass die Verfügung über Vermögenswerte oder die Bewertung von Vermögenswerten der Gesellschaft, welche den entsprechenden Teilfonds zuzuordnen sind, nicht vorgenommen werden können;

c) während eines Zusammenbruchs von Kommunikationsmitteln, welche normalerweise im Zusammenhang mit der Bestimmung des Preises oder des Wertes von Vermögenswerten der betreffenden Teilfonds oder im Zusammenhang mit der Kurs- oder Wertbestimmung an einer Börse oder an einem sonstigen Markt im Zusammenhang mit den den betreffenden Teilfonds zuzuordnenden Vermögenswerten Verwendung finden;

d) sofern aus anderen Gründen die Preise von Vermögensanlagen der Gesellschaft, welche den betreffenden Teilfonds zuzuordnen sind, nicht zeitnah und genau festgestellt werden können;

e) während einer Zeit, in welcher die Gesellschaft nicht in der Lage ist, die notwendigen Mittel aufzubringen, um auf Rücknahmen der Aktien der betreffenden Teilfonds Zahlungen vorzunehmen, oder während welcher der Transfer von Geldern im Zusammenhang mit der Veräußerung oder dem Erwerb von Vermögensanlagen oder fälligen Zahlungen auf die Rücknahme von Aktien nach Meinung des Verwaltungsrates nicht zu angemessenen Devisenkursen ausgeführt werden kann;

f) ab dem Zeitpunkt der Veröffentlichung eines Einberufungsschreibens zu einer Generalversammlung der Aktionäre zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft;

g) während einer Zeit, in welcher der Markt einer Währung, auf die ein wesentlicher Teil der Vermögensanlagen der Gesellschaft lautet, aus anderen Gründen als wegen normaler Feiertage geschlossen ist, oder während derer Transaktionen ausgesetzt oder eingeschränkt sind;

h) während einer Zeit, in der die Gesellschaft aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer, geld- oder steuerpolitischer Umstände, die außerhalb der Kontrolle und Verantwortung der Gesellschaft liegen, daran gehindert ist, über die Vermögenswerte zu verfügen oder den Nettoinventarwert der Gesellschaft in einer normalen und angemessenen Weise zu bestimmen.

Jede solche Aussetzung wird, soweit angemessen, von der Gesellschaft veröffentlicht und den Aktionären, die einen Zeichnungs-, Rücknahme- oder Umtauschantrag im Hinblick auf Aktien, deren Nettoinventarwertberechnung ausgesetzt wurde, gestellt haben, mitgeteilt.

Die Aussetzung im Hinblick auf eine Aktienklasse hat keine Auswirkung auf die Berechnung des Nettoinventarwertes pro Aktie in der betreffenden Serie, die Ausgabe, Rücknahme und den Umtausch von Aktien aller anderen Aktienklassen, wenn die Vermögenswerte innerhalb dieser anderen Klassen nicht im selben Maße und unter den selben Umständen betroffen sind.

Jeder Antrag auf Ausgabe, Rücknahme oder Umtausch ist widerrufbar (i) mit Zustimmung des Verwaltungsrates oder (ii) im Falle einer Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes. In dem Fall können die Aktionäre die Antragsrücknahme beantragen. Geht die Gesellschaft kein solcher Antrag auf Antragsrücknahme zu, wird der Antrag am ersten auf das Ende der Aussetzung folgenden Bewertungstag, der für jede Aktienklasse bestimmt ist, behandelt.

Titel III Verwaltung und Aufsicht

Art. 13. Verwaltungsratsmitglieder. Die Gesellschaft wird von dem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus mindestens drei Mitgliedern, die keine Aktionäre der Gesellschaft sein müssen, zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen Angestellte oder frühere Angestellte des HSH Nordbank Konzerns, die diesen auf Grund ihres Eintrittes in den Ruhestand verlassen haben, sein. Die Verwaltungsratsmitglieder können für eine Amtszeit von höchstens sechs Jahren gewählt werden. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären auf der Generalversammlung der Aktionäre gewählt; auf letzterer wird ferner die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, deren Vergütungen und Amtszeit festgelegt.

Die zur Wahl vorgeschlagenen Verwaltungsratsmitglieder, die in der Tagesordnung der Generalversammlung der Aktionäre aufgelistet wurden, werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt. Jeder Kandidat eines Verwaltungsratsmandates der nicht in der Tagesordnung vorgeschlagen wurde, kann nur mit der Mehrheit der ausgegebenen Aktien gewählt werden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit auf Beschluss der Generalversammlung mit oder ohne Grund abberufen oder ersetzt werden.

Im Falle eines freigewordenen Verwaltungsratsmandates können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder vorübergehend die frei gewordene Stelle besetzen; eine endgültige Entscheidung hinsichtlich dieser Nominierung treffen die Aktionäre auf ihrer nächsten Generalversammlung.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien gewählt, und deren Wahl bedarf der Genehmigung der Luxemburger Aufsichtsbehörden.

Art. 14. Verwaltungsratssitzungen. Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden wählen. Ferner kann er einen Schriftführer benennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen der Aktionäre erstellt und aufbewahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einberufung des Vorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einberufungsmitteilung angegebenen Ort zusammen.

Der Vorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen der Aktionäre. In seiner Abwesenheit bestimmen die Aktionäre oder die Verwaltungsratsmitglieder per Mehrheitsentscheid ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle der Generalversammlung der Aktionäre, eine beliebige andere Person, um solche Sitzungen bzw. Versammlungen zu leiten.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Geschäftsführers und stellvertretenden Geschäftsführers sowie sonstige leitende Angestellte, wie sie für die Geschäftsführung und Verwaltung der Gesellschaft für notwendig erachtet werden, ernennen. Derartige Ernennungen können vom Verwaltungsrat jederzeit widerrufen werden. Die leitenden Angestellten müssen nicht Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft sein. Soweit diese Satzung keine anderweitigen Bestimmungen trifft, haben die leitenden Angestellten die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse und Aufgaben.

Die Einberufung einer Verwaltungsratssitzung erfolgt schriftlich an alle Verwaltungsratsmitglieder mindestens vierundzwanzig Stunden vor dem vorgesehenen Sitzungstermin, außer im Falle einer Dringlichkeit, in welchem Falle Natur und Gründe für diese Dringlichkeit im Einberufungsschreiben aufgeführt werden müssen. Dieses Einberufungsschreiben ist entbehrlich, wenn jedes Verwaltungsratsmitglied dem schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder mittels eines ähnlichen Kommunikationsmittels zugestimmt hat. Eine individuelle Einberufung ist entbehrlich im Hinblick auf Verwaltungsratssitzungen, die zu einer Zeit und an einem Ort abgehalten werden, wie diese in einem zuvor bereits getroffenen Verwaltungsratsbeschluss festgelegt wurden.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann ein anderes Verwaltungsratsmitglied schriftlich per Telegramm, Telex, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel zu seinem Stellvertreter auf einer Verwaltungsratssitzung bestellen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an einer Verwaltungsratssitzung im Rahmen einer Telefonkonferenz oder anderer ähnlicher Kommunikationsmittel, die sicherstellen, dass alle an einer solchen Sitzung teilnehmenden Personen mit den jeweils anderen Personen kommunizieren können, teilnehmen. Die Teilnahme an einer Sitzung im vorbezeichneten Sinne steht der physischen Teilnahme an einer solchen Sitzung gleich.

Die Verwaltungsratsmitglieder können Handlungen nur im Rahmen ordnungsgemäß einberufener Verwaltungsratssitzungen vornehmen. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre individuelle Unterschrift verpflichten, sofern sie nicht durch einen Verwaltungsratsbeschluss spezifisch hierzu ermächtigt wurden.

Der Verwaltungsrat kann rechtswirksam nur Beschlüsse treffen und Handlungen vornehmen, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder eine andere vom Verwaltungsrat festgelegte Zahl an Verwaltungsratsmitgliedern anwesend oder vertreten ist.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden protokolliert, und die entsprechenden Protokolle werden durch denjenigen unterzeichnet, welcher den Vorsitz über die Verwaltungsratssitzung führt. Abschriften der Auszüge solcher Protokolle, die vor Gericht oder anderweitig vorgelegt werden müssen, werden durch den Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder durch zwei Verwaltungsratsmitglieder unterzeichnet.

Beschlüsse werden durch Mehrheitsbeschluss der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst.

Im Falle von Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden der Sitzung.

Von allen Verwaltungsratsmitgliedern einstimmig getroffene und unterzeichnete schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren haben dieselbe Geltung wie auf einer Verwaltungsratssitzung getroffene Beschlüsse; jedes Verwaltungsratsmitglied muss schriftlich, entweder per Telegramm, Telex, Telefax oder per jedem anderen ähnlichen Kommunikationsmittel dem entsprechenden Beschluss zustimmen. Eine solche Zustimmung ist ihrerseits schriftlich zu bestätigen, und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis des getroffenen Beschlusses.

Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrats. Der Verwaltungsrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, um sämtliche Handlungen der Geschäftstätigkeit und der Verwaltung im Rahmen des Gesellschaftszweckes unter Beachtung der Anlagepolitik gemäß nachfolgendem Artikel 18 vorzunehmen.

Sämtliche nicht ausdrücklich durch Gesetz oder diese Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehaltenen Aufgaben fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Art. 16. Unterschriftsberechtigung. Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtswirksam durch die gemeinsame Unterschrift zweier Verwaltungsratsmitglieder, durch die gemeinsame Unterschrift von leitenden Angestellten der Gesellschaft, durch die gemeinsame Unterschrift eines Verwaltungsratsmitglieds und eines leitenden Angestellten der Gesellschaft oder der Person(en), die hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

Art. 17. Übertragung von Befugnissen. Der Verwaltungsrat kann unter seiner Verantwortung seine Befugnisse zur Durchführung der täglichen Geschäftsführung und Handlungen der Gesellschaft (einschließlich der Befugnis, als Unterschriftsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) sowie seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes auf eine oder mehrere natürliche oder juristische Person(en) übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen, die die vom Verwaltungsrat festgelegten Befugnisse haben und die diese Befugnisse, vorbehaltlich der Ermächtigung des Verwaltungsrates, weiterdelegieren können.

Die Gesellschaft kann, wie näher in den Verkaufsunterlagen für die Aktien der Gesellschaft beschrieben einen Management Vertrag (der «Management-Vertrag») mit einem oder mehreren Investment Managern abschließen, die die Gesellschaft mit Empfehlungen, Ratschlägen und Berichten in Bezug auf Verwaltung der Vermögenswerte der Gesellschaft unterstützen und die den Verwaltungsrat hinsichtlich der Auswahl der Wertpapiere und anderer Vermögenswerte gemäß nachfolgendem Artikel 18 beraten. Weiterhin können diese Manager im Rahmen einer täglichen Geschäftsführung und unter der Gesamtkontrolle des Verwaltungsrates der Gesellschaft Investmentfonds und andere Vermögenswerte kaufen und verkaufen, sowie in anderer Weise das Portfolio der Teilfonds verwalten.

Der Verwaltungsrat kann zudem eine spezielle Vollmacht durch notariellen oder privatschriftlichen Akt erteilen.

Art. 18. Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Der Verwaltungsrat ist befugt, auf der Grundlage des Prinzips der Risikostreuung, (i) die für jeden Teilfonds der Gesellschaft zu beachtenden Anlagepolitiken (ii) die Währungsabsicherungsstrategien für jede Aktienklasse innerhalb bestimmter Teilfonds und (iii) die Richtlinien der Verwaltung und Geschäftsführung der Gesellschaft, unter Wahrung der Beschränkungen, die vom Verwaltungsrat unter Beachtung der anwendbaren Gesetze und Vorschriften festgesetzt wurden, zu bestimmen.

Der Verwaltungsrat kann im besten Interesse der Gesellschaft handelnd in der in den Verkaufsunterlagen der Aktien beschriebenen Art und Weise entscheiden, dass (i) alle oder Teile der Vermögenswerte der Gesellschaft oder eines Teilfonds auf einer getrennten Grundlage, zusammen mit anderen Vermögenswerten anderer Investoren, insbesondere anderen Unternehmen für gemeinsame Anlagen und/oder deren Teilfonds, verwaltet werden können, oder dass (ii) die gesamten Vermögenswerte oder Teile hiervon zweier oder mehrerer Teilfonds der Gesellschaft untereinander auf getrennter Grundlage gemeinsam verwaltet werden können.

Art. 19. Interessenkonflikt. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Firma werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglied(er) oder leitende(r) Angestellte(r) der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Firma ein persönliches Interesse haben/hat oder dort Verwaltungsratsmitglied(er), Gesellschafter, leitende(r) oder sonstige(r) Angestellte(r) sind/ist. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitender Angestellter der Gesellschaft, welcher als Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Firma tätig ist, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser

anderen Gesellschaft oder Firma nicht daran gehindert, über alle mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung verbundenen Fragen zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäft der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegenstehendes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegenstehende persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäft nicht an Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieses Geschäft wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitgliedes oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung der Aktionäre berichtet.

Der Begriff «entgegenstehendes Interesse» im Sinne des vorangehenden Satzes bezieht sich nicht auf Geschäftsbeziehungen mit oder ohne Bezug auf Angelegenheiten, Positionen oder Geschäfte im Zusammenhang mit jeglicher Person, Gesellschaft oder Einheit, wie diese der Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit nach freiem Ermessen bestimmt.

Art. 20. Aufwandsentschädigung. Die Gesellschaft kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten und dessen Erben, Testamentsvollstrecker und Verwalter im Hinblick auf angemessene Auslagen schadlos halten, welche diesem im Zusammenhang mit einer Klage, einer Rechtsverfolgungsmaßnahme oder einem Verfahren entstanden sind, bei welchen er aufgrund seiner Stellung als Verwaltungsratsmitglied oder leitender Angestellter der Gesellschaft oder, auf deren Verlangen, auch einer anderen Gesellschaft, dessen Aktionär oder Gläubiger die Gesellschaft ist und von der er keine Entschädigung erhält, Partei ist, außer im Zusammenhang mit Angelegenheiten, in denen er aufgrund einer solchen Klage, Rechtsverfolgungsmaßnahme oder Verfahren wegen grober Fahrlässigkeit oder Vorsatz endgültig verurteilt wird; im Falle eines außergerichtlichen Vergleichs erfolgt die Entschädigung nur für solche Handlungen, im Hinblick auf die der Gesellschaft von ihrem Rechtsberater bestätigt wurde, dass sich die schadlos zu stellende Person keine Pflichtverletzung hat zuschulden kommen lassen. Das vorstehende Recht auf Schadloshaltung schließt andere etwaig gegebene Ansprüche nicht aus.

Art. 21. Wirtschaftsprüfer. Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden von einem Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé, der «Wirtschaftsprüfer») geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und dessen Vergütung von der Gesellschaft getragen wird.

Der Wirtschaftsprüfer hat sämtliche von dem Gesetz von 2002 vorgeschriebenen Aufgaben zu erfüllen.

Titel IV Generalversammlungen - Rechnungsjahr - Ausschüttung

Art. 22. Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft. Die Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft vertritt die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre unabhängig davon, welche Aktienklasse sie halten. Die Generalversammlung verfügt über die umfassenden Befugnisse, Handlungen im Zusammenhang mit den Geschäften der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung wird durch den Verwaltungsrat einberufen.

Sie kann auch auf Ersuchen der Aktionäre, die wenigstens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, einberufen werden.

Die jährliche Generalversammlung tritt entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts an dem in der Einladung angegebenen Ort in Schuttrange, Großherzogtum Luxemburg; am zweiten Donnerstag des Monats April um 11.00 Uhr zusammen.

Ist dieser Tag kein Bankarbeitstag in Luxemburg, so tritt die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag zusammen.

Weitere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten, wie in den jeweiligen Einladungen angegeben, abgehalten werden.

Die Aktionäre treten auf Einberufung des Verwaltungsrates aufgrund einer Mitteilung, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Versammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Ein Nachweis über diese Mitteilungen an die Inhaber von Namensaktien muss der Versammlung nicht erbracht werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre einberufen wird. In diesem Falle kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten.

Sofern Inhaberaktien ausgegeben wurden, wird die Einladung zu der Versammlung außerdem entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in einer oder mehreren Luxemburger Zeitung(en) sowie in anderen Zeitungen, entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat, veröffentlicht.

Sofern alle Aktien die Form von Namensaktien haben und keine Veröffentlichungen erfolgt sind, können die Einladungen an die Aktionäre ausschließlich durch Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß geladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne Einladung stattfinden.

Inhaber von Inhaberaktien sind, um zu den Generalversammlungen zugelassen werden zu können, verpflichtet, ihre Aktienzertifikate bei einem Institut, welches in der Einladung bezeichnet ist, wenigstens fünf Tage vor dem Tag der Versammlung zu hinterlegen.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen aufstellen, die von den Aktionären zu erfüllen sind, um an einer Versammlung der Aktionäre teilzunehmen.

Die auf einer Versammlung der Aktionäre zu behandelnden Fragen sind auf die in der Tagesordnung (welche sämtliche gesetzlich erforderlichen Punkte zu enthalten hat) aufgeführten und damit in Zusammenhang stehenden Punkte beschränkt.

Jede Aktie, unabhängig davon, welcher Klasse sie zuzuordnen ist, berechtigt zu einer Stimme entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Ein Aktionär kann sich auf jeder Generalversammlung durch einen Bevollmächtigten, der nicht Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied sein kann, aufgrund einer schriftlich erteilten Vollmacht vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung können die Beschlüsse der Generalversammlung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre getroffen werden.

Art. 23. Generalversammlungen der Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse. Aktionäre einer oder der im Hinblick auf einen Teilfonds ausgegebenen Klasse(n) können zu jeder Zeit Generalversammlungen abhalten, die über Angelegenheiten entscheiden sollen, die ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Zudem können Aktionäre einer jeden Aktienklasse zu jeder Zeit Generalversammlungen hinsichtlich aller diese Klasse betreffenden spezifischen Angelegenheiten abhalten.

Die Bestimmungen des Artikels 22, Absätze 2, 3, 7, 8, 9, 10, 11, 12 und 13 sind auf solche Generalversammlungen entsprechend anwendbar.

Jede Aktie verleiht das Recht auf eine Stimme entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts und dieser Satzung. Die Aktionäre können auf solchen Versammlungen persönlich anwesend sein oder sich aufgrund einer schriftlich erteilten Vollmacht durch einen Bevollmächtigten, der nicht Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher oder in dieser Satzung vorgesehener Bestimmungen werden die Beschlüsse auf einer Generalversammlung der Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Jeder Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre der Gesellschaft, welcher die Rechte der Aktionäre einer bestimmten Aktienklasse im Verhältnis zu den Rechten der Aktionäre einer anderen Klasse oder Klassen betrifft, ist Gegenstand eines Beschlusses der Generalversammlung der Aktionäre dieser Aktienklasse(n) entsprechend den Bestimmungen gemäß Artikel 68 des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das «Gesetz vom 10. August 1915»).

Art. 24. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen. Sofern der Gesamtwert des Nettovermögens eines Teilfonds oder der Gesamtwert des Nettovermögens in einer Aktienklasse innerhalb eines Teilfonds aus irgendeinem Grunde unter eine vom Verwaltungsrat bestimmte Mindestgrenze absinkt bzw. diese nicht erreicht, welche der Verwaltungsrat für eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse festgelegt hat, oder im Fall einer grundlegenden Veränderung der wirtschaftlichen, politischen oder monetären Situation oder auf Grund einer wirtschaftlichen Rationalisierung kann der Verwaltungsrat entscheiden, alle Aktien der betroffenen Klasse oder Klassen, zum Nettoinventarwert pro Aktie zurückzunehmen (wobei der aktuelle Veräußerungswert von Anlagen sowie die Veräußerungskosten berücksichtigt werden), welcher an dem Bewertungstag berechnet wird, an dem diese Entscheidung wirksam werden soll. Die Gesellschaft wird den Aktionären der betroffenen Aktienklasse oder Aktienklassen vor dem Datum der zwangsweisen Rücknahme der Aktien eine entsprechende Mitteilung zukommen lassen, wobei die Gründe sowie das Rücknahmeverfahren angezeigt werden. Namensaktionäre werden schriftlich informiert; andere Aktionäre werden durch Veröffentlichung einer Mitteilung im luxemburgischen Memorial C und nach Entscheidung des Verwaltungsrates in luxemburgischen oder anderen Tageszeitungen informiert.

Außer in den Fällen, in denen im Interesse der Aktionäre, oder um unter diesen Gleichheit zu wahren, eine andere Entscheidung ergeht, können die Aktionäre des betroffenen Teilfonds oder der betroffenen Aktienklasse vor dem Datum der zwangsweisen Rücknahme weiterhin kostenfrei Rücknahme- oder Umtauschanträge stellen (wobei der aktuelle Veräußerungswert von Anlagen sowie die Veräußerungskosten zu berücksichtigen sind).

Ungeachtet der gemäß vorstehendem Absatz auf den Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse hat die Generalversammlung der Aktionäre einer oder aller Aktienklassen in einem Teilfonds die Befugnis, auf Vorschlag des Verwaltungsrates alle Aktien der betreffenden Klasse oder Klassen, zurückzunehmen und den Aktionären den Nettoinventarwert ihrer Aktien auszukehren (wobei der aktuelle Veräußerungswert von Anlagen sowie die Veräußerungskosten zu berücksichtigen sind), welcher an dem Bewertungstag berechnet wird, an dem diese Entscheidung wirksam werden soll. Es gelten keine Quorenerfordernisse für eine entsprechende Generalversammlung der Aktionäre, welche einen Beschluss mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und bei dieser Versammlung stimmenden Aktien trifft.

Vermögenswerte, welche nach Durchführung der Rücknahme nicht an die Berechtigten ausgekehrt werden, werden bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs Monaten danach hinterlegt; nach Ablauf dieser Zeit werden die übrigen Vermögenswerte zugunsten der berechtigten Personen bei der Caisse de Consignations hinterlegt.

Alle zurückgenommenen Aktien werden annulliert.

Unter den gleichen Voraussetzungen wie im ersten Absatz dieses Artikels beschrieben, kann der Verwaltungsrat entscheiden, Vermögenswerte eines Teilfonds einem anderen existierenden Teilfonds innerhalb der Gesellschaft oder einem anderen gemäß Teil II des Gesetzes von 2002 organisierten Organismus für gemeinsame Anlagen oder einem anderen Teilfonds innerhalb dieses Organismus für gemeinsame Anlagen zuzuteilen (der «neue Teilfonds») und die Aktien der betroffenen Klasse oder Klassen in Aktien einer anderen Klasse umzubenennen (nach Aufspaltung oder Zusammenfassung, falls notwendig, sowie Zahlung von verbleibenden Bruchstücken an die Aktionäre). Diese Entscheidung wird in der gleichen Weise, wie im ersten Absatz dieses Artikels beschrieben, einen Monat vor dem Inkrafttreten der Verschmelzung veröffentlicht (und zudem wird diese Mitteilung Informationen im Hinblick auf den neuen Teilfonds enthalten), um es den Aktionären zu ermöglichen, während dieses Zeitraums kostenfrei die Rücknahme ihrer Aktien zu beantragen.

Ungeachtet der gemäß vorstehendem Absatz auf den Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse kann bei jeder anderen Gelegenheit die Zuteilung von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten eines Teilfonds auf einen anderen Teilfonds innerhalb der Gesellschaft durch eine Generalversammlung der Aktionäre einer oder mehrerer in dem betroffenen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse oder Aktienklassen, auf welcher keine Quorenerfordernisse gelten und welche über eine entsprechende Verschmelzung mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und bei dieser Versammlung stimmenden Aktien entscheidet, beschlossen werden.

Des weiteren bedarf unter anderen Umständen als den im ersten Absatz dieses Artikels beschriebenen, eine Zuteilung von Vermögenswerten und Verbindlichkeiten eines Teilfonds auf einen anderen im fünften Absatz dieses Artikels erwähnten Organismus für gemeinsame Anlagen oder zu einem anderen Teilfonds dieses Organismus für gemeinsame Anlagen eines Beschlusses der Aktionäre der in dem betroffenen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse oder Aktienklassen, für welchen ein Quorenerfordernis von 50% der ausgegebenen Aktien erforderlich ist und welcher mit einer 2/3-Mehrheit der anwesenden oder vertretenen und abstimmenden Aktien zu fällen ist, es sei denn, die Verschmelzung soll mit einem Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen in der Form eines Sondervermögens («fonds commun de placement») oder einem im Ausland ansässigen Organismus für gemeinsame Anlagen durchgeführt werden, in welchem Fall diese Entschliebung nur für diejenigen Aktionäre bindend ist, die zugunsten dieser Verschmelzung gestimmt haben.

Art. 25. Rechnungsjahr. Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember desselben Jahres.

Art. 26. Ausschüttungen. Die Generalversammlung der Aktionäre der an einem Teilfonds ausgegebenen Aktien der entsprechenden Klasse oder Klassen entscheidet, auf Vorschlag des Verwaltungsrates und im Rahmen der gesetzlichen Grenzen, über die Ergebnisverwendung des Teilfonds und kann von Zeit zu Zeit eine Ausschüttung beschließen oder den Verwaltungsrat ermächtigen, Ausschüttungen zu beschließen.

Im Hinblick auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen die Zahlung von Zwischendividenden beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungsbeträgen an Inhaber von Namensaktien erfolgt an diese Aktionäre, an die im Aktienregister angegebene Adresse. Die Zahlung von Ausschüttungsbeträgen an Inhaber von Inhaberaktien erfolgt gegen Vorlage des Dividendenscheines bei der oder den hierzu von der Gesellschaft bezeichneten Stelle(n).

Ausschüttungen können nach Wahl des Verwaltungsrates in jeder Währung sowie zu dem Zeitpunkt und an dem Ort wie sie vom Verwaltungsrat von Zeit zu Zeit bestimmt werden, ausbezahlt werden.

Der Verwaltungsrat kann, unter Berücksichtigung der von ihm aufgestellten Bedingungen und Modalitäten Aktiendividenden statt Barausschüttungen beschließen.

Jede Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach Zuteilung eingefordert wurde, kann nicht mehr eingefordert werden und verfällt zugunsten der jeweiligen Serie, der jeweiligen Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds.

Auf von der Gesellschaft erklärte und zugunsten des Berechtigten bereitgestellte Ausschüttungen werden keine Zinsen gezahlt.

Titel V Schlussbestimmungen

Art. 27. Depotbank. In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank oder einem Sparkasseninstitut im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in seiner jeweiligen Fassung, abschließen (hier als «Depotbank» bezeichnet).

Die Depotbank wird die Befugnisse und Aufgaben wahrnehmen, wie dies durch das Gesetz von 2002 vorgesehen ist.

Sofern die Depotbank aus ihrer Aufgabe ausscheiden möchte, wird sich der Verwaltungsrat bestmöglich bemühen, eine Nachfolgedepotbank innerhalb von zwei Monaten nach Bekanntgabe dieses Ausscheidens zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Depotbankbestellung beenden, die Depotbank aber nicht ihrer Funktion entheben, solange keine Nachfolgedepotbank bestellt wurde, um an deren Stelle tätig zu werden.

Art. 28. Auflösung der Gesellschaft. Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung der Aktionäre unter Beachtung der Quoren und Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Aktienkapital unter zwei Drittel des Mindestkapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung der Gesellschaft vom Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung, für die kein Quorum verlangt ist, entscheidet mit einfacher Mehrheit der auf dieser Versammlung vertretenen Aktien.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird des Weiteren der Generalversammlung vorgelegt, sobald das Aktienkapital unter ein Viertel des Mindestkapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt; in diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Quorenerfordernisse abgehalten und die Auflösung kann mit den Stimmen der Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Versammlung vertretenen Aktien halten.

Die Versammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert der Gesellschaft, je nach Fallkonstellation, unter zwei Drittel bzw. ein Viertel des gesetzlichen Minimums gefallen ist, abgehalten wird.

Art. 29. Liquidation. Die Liquidation wird durch einen oder mehrere durch die Aufsichtsbehörde genehmigte Liquidatoren ausgeführt, die ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung der Aktionäre ernannt werden, welche auch ihre Befugnisse und Vergütung festlegt.

Art. 30. Satzungsänderung. Die vorliegende Satzung kann durch eine Generalversammlung der Aktionäre unter Beachtung der vom Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner jeweiligen Fassung aufgestellten Anwesenheitsquoten und Mehrheitsanforderungen geändert werden.

Art. 31. Klarstellung. Begriffsbezeichnungen in männlicher Form schließen die weibliche Form ein und die Verwendung der Begriffe von Personen oder Aktionären umfasst auch Gesellschaften, Personengesellschafts-Vereinigungen oder sonstige Personengruppen unabhängig davon, ob diese im Rechtssinne gegründet sind oder nicht.

Art. 32. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und des Gesetzes von 2002 einschließlich der nachfolgenden Änderungen und Ergänzungen dieser Gesetze geregelt.

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, die Kooptation von Herrn Dr. Frank Schneider, als Mitglied des Verwaltungsrates zu ratifizieren. Der Vorgenannte wird bis zum Abschluss der ordentlichen Hauptversammlung ernannt, die über den Jahresabschluss vom 31. Dezember 2006 der Gesellschaft zu entscheiden hat, berufen.

Da die Tagesordnung erschöpft ist und niemand mehr das Wort ergreift, endet die Hauptversammlung um 15 Uhr.

Der amtierende Notar, der die englische Sprache versteht, fasst gemäß dem Willen der Erschienenen, die vorliegende Urkunde in deutscher Sprache, gefolgt von einer englischen Fassung ab, die gemäß dem Willen der Erschienenen im Falle von Abweichungen im deutschen Text massgeblich sein soll.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Munsbach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen sowie Stand und Wohnort bekannt, haben die Erschienenen mit demammlungsvorstand und dem beurkundenden Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Folgt die englische Fassung:

In the year two thousand and seven, on the fourteenth day of March.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg.

Was held an Extraordinary General Meeting of Shareholders of HSH N SICAV (hereafter referred to as the «Company»), a Société d'Investissement à Capital Variable having its registered office in Munsbach (R.C. Luxembourg B 107.422), incorporated by a deed of the undersigned notary, then residing in Mersch, on the 20th of April 2005, published in the Mémorial Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial») of 9 May 2005.

The meeting was opened at 2.30 P.M. with Mrs Alexandra Beining, Senior Fund Consultant, residing in Trier/Germany as chairman of the meeting.

The chairman appointed as secretary Mrs Stefanie Backes, Fund Consultant, residing in Saarlouis/Germany.

The meeting elected as scrutineer Mr Stefan Ludes, Senior Fund Consultant, residing in Trier/Germany.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

1) The agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1) Change of all the articles of the articles of incorporation as to reflect the change of language and to change in particular the articles 13 and 22 to give them the following wordings:

- The 2nd sentence in article 13 - Directors - will be changed as follows:

«The members of the Board of Directors have to be employees or former employees of the HSH NORDBANK group, who went into retirement.»

- The 4th paragraph in article 22 - General Meetings of Shareholders of the Company - will be changed as follows:

«The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg, at a place specified in the notice of meeting, each year on the second Thursday of the month of April at 11.00 a.m.»

2) Translation of the english version of the articles of incorporation in german and appointment of the german version in the prevailing version.

3) Ratification of the co-optation of Dr. Frank Schneider as member of the board of directors.

4) Miscellaneous.

II) The present extraordinary general meeting has been convened by publications containing the agenda in:

- The Mémorial C: on February 24, 2007 and March 5, 2007;

- The Wort of February 24, 2007 and March 5, 2007.

The justifying publications are deposited on the bureau of the meeting.

III) The Shareholders present or represented, the proxies of the shareholders represented and their shares are shown on an attendance list, this attendance list having been signed by the shareholders present, the proxy-holders representing shareholders, the members of the board of the meeting and the undersigned notary, shall stay affixed to these minutes with which it will be registered.

The proxies given by the represented shareholders after having been initialled *ne varietur* by the members of the board of the meeting and the undersigned notary shall stay affixed in the same manner to these minutes.

IV) It appears from the attendance list, that of the 175,031 shares outstanding (the « Shares») one 175,000 shares are represented at the present extraordinary general meeting.

V) The meeting is therefore regularly constituted and can validly deliberate on the agenda, of which the shareholders have been informed before the meeting.

VI) After this had been set forth by the Chairman and acknowledged by the members of the board of the meeting, the meeting proceeded to the agenda.

The meeting having considered the agenda, the Chairman submitted to the vote the following resolutions, which have been adopted unanimously by the shareholders entitled to vote:

First resolution

As top 1 and top 2 of the agenda are connected the general meeting resolves:

- to change the articles of incorporation as to reflect the change of language and to change in particular the articles 13 and 22 to give them the following wordings:

- The 2nd sentence in article 13 - Directors - will be changed as follows:

«The members of the Board of Directors have to be employees or former employees of the HSH NORDBANK group, who went into retirement.»

- The 4th paragraph in article 22 - General Meetings of Shareholders of the Company - will be changed as follows:

«The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg, at a place specified in the notice of meeting, each year on the second Thursday of the month of April at 11.00 a.m.»

and

- to translate the english version of the articles of incorporation in german and

- to appoint the german version as the prevailing version.

The articles of incorporation will be as follows:

Title I Name - Registered Office - Duration - Purpose

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a public limited company («société anonyme») qualifying as an investment company with variable share capital («société d'investissement à capital variable») under the name of HSH N SICAV (hereinafter the «Company»).

Art. 2. Registered Office. The registered office of the Company is established in Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad (but in no event in the United States of America, its territories or possessions) by a decision of the board of directors of the Company (the «Board of Directors»).

In the event that the Board of Directors determines that extraordinary political or military events have occurred or are imminent which would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such provisional measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding such temporary transfer, shall remain a Luxembourg corporation.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 4. Purpose. The purpose of the Company is to invest the funds available to it in transferable securities as well as in other assets and financial instruments authorized by law with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

The Company may take any measures and carry out any transaction which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the largest extent permitted under the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment (the «2002 Law»).

Title II Share Capital - Shares - Net Asset Value

Art. 5. Share Capital - Classes of Shares - Sub-Funds. The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the total Net Asset Value of the Company pursuant to Article 11 hereof. The minimum capital shall be as provided by law i.e. one million two hundred and fifty thousand Euro (EUR 1,250,000.-). The initial capital is thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into thirty and one (31) shares of no par value. The minimum capital of the Company must be achieved within six months after the date on which the Company has been authorized as an undertaking for collective investment under Luxembourg law.

The shares to be issued pursuant to Article 7 hereof may, as the Board of Directors shall determine, be of different classes.

The Board of Directors shall establish a portfolio of assets constituting a sub-fund (each a «Sub-Fund» and together the «Sub-Funds») within the meaning of Article 133 of the 2002 Law for one class of shares or for multiple classes of shares («Class or Classes of Shares») in the manner described in Article 11 hereof. As between shareholders, each portfolio of assets shall be invested for the exclusive benefit of the relevant Class or Classes of Shares. The Company shall be considered as one single legal entity. However, with regard to third parties, in particular towards the Company's creditors, each Sub-Fund shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Board of Directors may create each Sub-Fund for an unlimited period or a limited period of time. In the latter case, at the expiry of the duration of a Sub-Fund, the Company shall redeem all the shares in the relevant Class(es) of Shares, in accordance with Article 8 below, notwithstanding the provisions of Article 24 below. In respect of the relationships between the shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

The sales documents for the shares of the Company shall indicate the duration of each Sub-Fund.

Within each Sub-Fund, shares can furthermore be issued in series representing all shares issued on any Valuation Day (as defined in Article 12 below) in any Class of Shares.

For the purpose of determining the capital of the Company, the Net Asset Value attributable to each Class of Shares which are not expressed in EUR shall be converted into EUR.

Art. 6. Form of Shares. The Board of Directors shall determine whether the Company shall issue shares in bearer and/or in registered form.

Bearer Shares

If bearer share certificates are to be issued, they will be issued in such denominations as the Board of Directors shall prescribe and shall provide on their face that they may not be transferred to any U.S. Person, resident, citizen of the United States of America or entity organized by or for a U.S. Person (as defined in Article 10 hereinafter).

If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant share certificates. Global certificates may also be issued at the discretion of the Board of Directors.

Registered Shares

All issued registered shares of the Company shall be registered in the register of shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of record of registered shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered shares held by the owner of record and the amount paid up on each fractional share.

The inscription of the shareholder's name in the register of shareholders evidences the shareholder's right of ownership on such registered shares. The Company shall decide whether a certificate for such inscription shall be delivered to the shareholder or whether the shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders.

In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change the address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Switching of Shares

If bearer shares are issued, registered shares may be converted into bearer shares and bearer shares may be converted into registered shares at the request of the holder of such shares. A conversion of registered shares into bearer shares will be effected by cancellation of the registered share certificate, if any, representation that the transferee is not a U.S. Person and issuance of one or more bearer share certificates in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such cancellation. A conversion of bearer shares into registered shares will be effected by cancellation of the bearer share certificate, and, if applicable, by issuance of a registered share certificate in lieu thereof, and an entry shall be made in the register of shareholders to evidence such issuance. At the option of the Board of Directors, the costs of any such conversion may be charged to the shareholder requesting it.

Before shares are issued in bearer form and before registered shares are converted into bearer shares, the Company may require assurances satisfactory to the Board of Directors that such issuance or conversion shall not result in such shares being held by a «U.S. Person».

Regarding the further procedures of the conversion of shares please see also Article 9 of this Title.

Share Certificates

Share certificates shall be signed by two directors. Such signatures shall be either manual, or printed, or in facsimile. However, one of such signatures may be made by a person duly authorized thereto by the Board of Directors; in the latter case, the signature of the person authorized shall be manual. The Company may issue temporary share certificates in such form as the Board of Directors may determine.

If bearer shares are issued, transfer of bearer shares shall be effected by delivery of the relevant share certificates. Transfer of registered shares shall be effected (i) if share certificates have been issued, upon delivering the certificate or certificates representing such shares to the Company along with other instruments of transfer satisfactory to the Company and (ii) if no share certificates have been issued, by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Any transfer of registered shares shall be entered into the register of shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorized thereto by the Board of Directors.

Shareholders entitled to receive registered shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of shareholders. In the event that a shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of shareholders and the shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such shareholder. A shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that the shareholder's share certificate has been mislaid, mutilated or destroyed, then, at the shareholder's request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees, as the Company may determine. On the new share certificate shall be recorded that it is a duplicate. At the issuance of the new share certificate replacing the old share certificate, the old share certificate shall become void.

Mutilated share certificates may be cancelled by the Company and replaced by new certificates.

The Company may, at its election, charge to the shareholder the costs of a duplicate or of a new share certificate and all reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issue and registration thereof or in connection with the annulment of the original share certificate.

Ownership of Shares

The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the ownership of shares is disputed, all persons claiming a right to such share(s) have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of the exercise of all rights attached to such shares.

Fractional Shares

The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the Net Asset Value attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis. In the case of bearer shares, only certificates evidencing full shares will be issued.

Art. 7. Issue of Shares. The Board of Directors is authorized without limitation to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving to the existing shareholders a preferential right to subscribe for the shares to be issued.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares shall be issued in any Class of Shares; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in the sales documents for the shares of the Company.

Whenever the Company offers shares for subscription, the price per share at which such shares are offered shall be the Net Asset Value per Share of the relevant class in the relevant series as determined in compliance with Article 11 hereof as of such Valuation Day as is determined in accordance with such policy as the Board of Directors may from time to time determine. Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Company when investing the proceeds of the issue and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the Board of Directors. The price so determined shall be payable within a period as determined by the Board of Directors which shall not exceed 10 Luxembourg bank business days from the relevant Valuation Day.

The Board of Directors may delegate to any director, manager, officer or other duly authorized agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new shares to be issued and to deliver them.

If subscribed shares are not paid for, the Company may cancel their issue whilst retaining the right to claim its issue fees and commissions.

The Board of Directors may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the Auditor of the Company («réviseur d'entreprises agréé») (as defined in Article 21 herein below) and provided that such securities comply with the investment objectives, policies and restrictions of the relevant Sub-Fund. Any costs incurred in connection with a contribution in kind of securities shall be borne by the relevant shareholders.

Art. 8. Redemption of Shares. Any shareholder may at any time require the redemption of all or part of his shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the sales documents for the shares and within the limits provided by law and these Articles.

The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which shares may be redeemed in any Class of Shares; the Board of Directors may, in particular, decide that shares of any class shall only be redeemed on such Valuation Days (each a «Redemption Day» and together the «Redemption Days») as provided for in sales documents for the shares of the Company.

The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the Board of Directors and /or the sales documents, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company, subject to the provision of Article 12 hereof. Shares in any Sub-Fund will not be redeemed if the calculation of the Net Asset Value per Share in such Sub-Fund is suspended in accordance with Article 12 hereof.

The redemption price shall be equal to the Net Asset Value per Share of the relevant class in the relevant series, as determined in accordance with the provisions of Article 11 hereof, less such charges and commissions (if any) at the rate provided by the sales documents for the shares. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine.

If as a result of a request for redemption, the number or the aggregate Net Asset Value of the shares held by a shareholder in any Class of Shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors («Minimum Investment Holding Requirement per Shareholder»), then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. At the Company's discretion, the Company reserves the right to transfer the shareholding of any existing shareholder that falls below the Minimum Investment Holding Requirement per Shareholder for one Class of Shares into another appropriate Class of Shares without charge.

Further, if on any given Redemption Day, redemption requests pursuant to this Article and conversion requests pursuant to the Article 9 hereof exceed a certain level determined by the Board of Directors in relation to the number or value of shares issued in a specific class, the Board of Directors may decide that all or part, on a pro rata basis for each shareholder asking for the redemption or conversion of his Shares, of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner that the Board of Directors considers to be in the best interest of the Company. On the next Redemption Day following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company shall have the right, if the Board of Directors so determines, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class or Classes of Shares equal in value (calculated in the manner described in Article 11) as of the Redemption Day, as of which the redemption price is calculated, to the value of the shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other holders of shares of the relevant Class or Classes of Shares and the valuation used shall be confirmed by a special report of the Auditor of the Company. The costs of any such transfers shall be borne by the shareholder.

All redeemed shares may be cancelled.

Art. 9. Conversion of Shares. Unless otherwise determined by the Board of Directors for certain Classes of Shares, any shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his shares of one class into shares of another class, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

The price for the conversion of shares from one class into another class shall be computed by reference to the respective Net Asset Value of the two Classes of Shares, calculated as of the same Valuation Day.

If as a result of a request for conversion the number or the aggregate Net Asset Value of the shares held by a shareholder in any Class of Shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class. At the Company's discretion, the Company reserves the right to transfer the shareholding of any existing shareholder that falls below the Minimum Investment Holding Requirement per Shareholder for one Class of Shares into another appropriate Class of Shares without charge. Shares of any class will not be converted in circumstances where the calculation of the Net Asset Value per Share of such class is suspended by the Company pursuant to Article 12 hereof.

The shares which have been converted into shares of another class may be cancelled.

Art. 10. Restrictions on Ownership of Shares. The Company may restrict or prevent the ownership of shares in the Company by any person, firm or corporate body, if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages or other financial disadvantages that it would not have otherwise incurred (such persons, firms or corporate bodies to be determined by the Board of Directors being herein referred to as «Prohibited Persons»).

For such purposes the Company may:

- a) decline to issue any shares and decline to register any transfer of a share, where it appears to it that such registry or transfer would or might result in legal or beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and
- b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of shares on the register of shareholders, to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such shareholder's shares rests in a Prohibited Person, or whether such registry will result in beneficial ownership of such shares by a Prohibited Person; and
- c) decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Company; and
- d) where it appears to the Company that any Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, direct such shareholder to sell his shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days of the notice. If such shareholder fails to comply with the direction, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder in the following manner:

(1) The Company shall serve a second notice (the «purchase notice»; not applicable for U.S. Persons) upon the shareholder holding such shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the shares to be purchased, specifying the shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate or certificates, if any, representing the shares specified in the purchase notice.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in such notice; in the case of registered shares, his name shall be removed from the register of shareholders, and the certificate or certificates representing such registered shares will be cancelled.

(2) The price at which each such share is to be purchased (the «purchase price») shall be an amount based on the Net Asset Value per Share of the relevant class as of the Valuation Day specified by the Board of Directors for the redemption of shares in the Company next preceding the date of a purchase notice, if applicable, or next succeeding the surrender of the share certificate or certificates representing the shares specified in such notice, if applicable, whichever is lower, all as determined in accordance with Article 8 hereof, less any service charge provided therein.

(3) Payment of the purchase price will be made available to the former owner of such shares in general in the currency fixed by the Board of Directors for the payment of the redemption price of the shares of the relevant class and will be deposited for payment to such owner by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice, if applicable) upon final determination of the purchase price following redemption or surrender of the share certificate or certificates specified in such notice and unmatured dividend coupons attached thereto. Upon service of the purchase notice as aforesaid such former owner shall have no further interest in such shares or any of them, nor any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank following effective redemption or surrender of the share certificate or certificates as aforesaid. Any purchase price receivable by a shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the relevant Class or Classes of Shares. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary to perfect such reversion and to authorize such action on behalf of the Company.

(4) The exercise by the Company of the power conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person or that the true ownership of any shares was different than appeared to the Company at the date of any purchase notice, if applicable, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

«Prohibited Person» as used herein does neither include any subscriber to shares of the Company issued in connection with the incorporation of the Company while such subscriber holds such shares nor any securities dealer who acquires shares with a view to their distribution in connection with an issue of shares by the Company.

U.S. Persons as defined in this Article may constitute a specific category of Prohibited Persons.

Where it appears to the Company that any Prohibited Person is a U.S. Person, who either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of shares, the Company may compulsorily redeem or cause to be redeemed from any such shareholder all shares held by such shareholder without delay. In such event, the use of the purchase notice mentioned in Clause d) (1) here above shall not apply.

Whenever used in these Articles, the term «U.S. Person» means with respect to individuals, any U.S. citizen (and certain former U.S. citizens as set out in relevant U.S. Income Tax laws) or «resident alien» within the meaning of U.S. income tax laws and in effect from time to time.

With respect to persons other than individuals, the term «U.S. Person» means (i) a corporation or partnership or other entity created or organised in the United States or under the laws of the United States or any state thereof; (ii) a trust where (a) a U.S. court is able to exercise primary jurisdiction over the trust and (b) one or more U.S. fiduciaries have the authority to control all substantial decisions of the trust and (iii) an estate (a) which is subject to U.S. tax on this worldwide income from all sources; or (b) for which any U.S. Person acting as executor or administrator has sole investment discretion with respect to the assets of the estate and which is not governed by foreign law. The term «U.S. Person» also means any entity organised principally for passive investment such as a commodity pool, investment company or other similar entity (other than a pension plan for the employees, officers or principals of any entity organised and with its principal place of business outside the United States) which has as a principal purpose the facilitating of investment by a United States person in a commodity pool with respect to which the operator is exempt from certain requirements of part 4 of the United States Commodity Futures Trading Commission by virtue of its participants being non United States persons. «United States» means the United States of America (including the States and the District of Columbia), its territories, its possessions and any other areas subject to its jurisdiction.

Art. 11. Calculation of the Net Asset Value per Share. The Net Asset Value per Share of each class within the relevant series within the relevant Sub-Fund shall be calculated in the reference currency (as defined in the sales documents for the shares) of the relevant Sub-Fund and, to the extent applicable within a Sub-Fund, expressed in the unit currency for the relevant Class of Shares in such series within such Sub-Fund. It shall be determined as of any Valuation Day, by dividing the Net Asset Value of the Company attributable to each Class of Shares in such series within such Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities (the «Net Asset Value»), attributable to such class in such series, on any such Valuation Day, by the number of shares in the relevant class in the relevant series within the Sub-Fund then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below. The Net Asset Value per Share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the Board of Directors shall determine. If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments attributable to the relevant Class of Shares are dealt in or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation, in which case all relevant subscription and redemption requests will be dealt with on the basis of that second valuation.

The Net Asset Value of the different Classes of Shares in the relevant series within a Sub-Fund shall be calculated as follows:

I. The Assets of the Company shall include:

- a) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- b) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- c) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- d) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- e) all units or shares of other undertakings for collective investments;
- f) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- g) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- h) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof. If the same is unlikely to be paid or received in full, the value thereof is arrived at after making a discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

b) The value of assets which are listed or dealt in on any stock exchange is based on the last available price of the immediately preceding business day on the stock exchange which is in general the principal market for such assets.

c) The value of assets dealt in on any other regulated market which is recognized, operating regularly and open to the public (a «Regulated Market») is based on the last available price of the preceding business day at such Regulated Market which is in general the principal market for such assets.

d) In the event that any assets are not listed or dealt in on any stock exchange or on any other Regulated Market, or if, with respect to assets listed or dealt in on any stock exchange, or other Regulated Market as aforesaid, the price as determined pursuant to sub-paragraph b) or c) is not representative of the fair market value of the relevant assets, the value of such assets will be based on the reasonably foreseeable sales price determined prudently and in good faith.

e) The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts not traded on exchanges or on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied to each of such contracts. The liquidating value of futures, spot, forward or options contracts traded on exchanges or on other Regulated Markets shall be based upon the last available prices of these contracts on the preceding business day on stock exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, spot, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a futures, spot, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which Net Asset Value are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable.

Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates' curve. Credit default swaps will be valued at their present value of future cash flows by reference to standard market conventions, where the cash flows are adjusted for default probability. Other swaps will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the Board of Directors and recognised by the Auditor of the Company.

f) Units or shares of other UCI will be valued at their last determined and available Net Asset Value or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board of Directors on a fair and equitable basis and in good faith.

g) All other securities and other assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to the procedures established by the Board of Directors.

h) Money market instruments held by the Company with a remaining maturity of ninety days or less will be valued by the amortized cost method which approximates market value.

The value of all assets and liabilities not expressed in the reference currency of a Sub-Fund will be converted into the reference currency of such Sub-Fund at rates last quoted by any major bank as determined by the Board of Directors. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board of Directors.

The Board of Directors, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

II. The Liabilities of the Company shall include:

a) all loans, bills and accounts payable;

b) all accrued interest on loans of the Company (including accrued fees for commitment for such loans);

c) all accrued or payable expenses (including but not limited to administrative expenses, management fees, including incentive fees -if any-, custodian fees, and corporate agents' fees);

d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including all liabilities resulting of repurchase agreements, further including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;

e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board of Directors, as well as such amount (if any) as the Board of Directors may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;

f) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise but not be limited to fees (investment management fees and performance fees, if any) payable to its investment managers, fees and expenses payable to its Auditor and accountants, Custodian (as defined in Article 27 herein below) and its correspondents, administrative agent and paying agent, any listing agent, domiciliary agent, any distributor(s) and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors and officers of the Company and their reasonable out-of-

pocket expenses, insurance coverage, and reasonable travelling costs in connection with board meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, reporting and publishing expenses including the costs of preparing, printing, advertising and distributing prospectuses, explanatory memoranda, periodical reports or registration statements, and the costs of any reports to shareholders, all taxes, duties, governmental and similar charges, the costs for the publication of the issue, conversion, if any, and redemption prices and all other operating expenses, the costs for the publication of the issue and redemption prices, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount payable for yearly or other periods.

III. The Assets shall be allocated as follows:

The Board of Directors shall establish a Class of Shares in respect of each Sub-Fund and may establish multiple Classes of Shares in respect of each Sub-Fund in the following manner:

a) If multiple Classes of Shares relate to one Sub-Fund, the assets attributable to such classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Sub-Fund concerned provided however, that within a Sub-Fund, the Board of Directors is empowered to define Classes of Shares so as to correspond to (i) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (ii) a specific sales and redemption charge structure and/or (iii) a specific management or advisory fee structure, and/or (iv) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees and/or (v) the currency or currency unit in which the class may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the reference currency of the relevant Sub-Fund and/or (vi) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Sub-Fund the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against long-term movements of their currency of quotation and/or (vii) such other features as may be determined by the Board of Directors from time to time in compliance with applicable law;

b) The proceeds to be received from the issue of shares of a class shall be applied in the books of the Company to the relevant Class of Shares issued in respect of such Sub-Fund, and, as the case may be, the relevant amount shall increase the proportion of the Net Asset Value of such Sub-Fund attributable to the Class of Shares to be issued;

c) The assets, liabilities, income and expenditure attributable to a Sub-Fund shall be applied to the class or Classes of Shares issued in respect of such Sub-Fund, subject to the provisions here above under (a);

d) Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be attributable in the books of the Company to the same Class or Classes of Shares as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or decrease in value shall be applied to the relevant Class or Classes of Shares;

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Class of Shares, such asset or liability shall be allocated to all the Classes of Shares pro rata to their respective Net Asset Values or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith, provided that (i) where assets, on behalf of several Sub-Funds are held in one account and/or are co-managed as a segregated pool of assets by an agent of the Board of Directors, the respective right of each Class of Shares shall correspond to the prorated portion resulting from the contribution of the relevant Class of Shares to the relevant account or pool, and (ii) the right shall vary in accordance with the contributions and withdrawals made for the account of the Class of Shares, as described in the sales documents for the shares of the Company;

f) Upon the payment of distributions to the holders of any Class of Shares, the Net Asset Value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distributions.

All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

In the absence of bad faith, gross negligence or manifest error, every decision in calculating the Net Asset Value taken by the Board of Directors or by any bank, company or other organization which the Board of Directors may appoint for the purpose of calculating the Net Asset Value, shall be final and binding on the Company and present, past or future shareholders.

IV. For the Purpose of this Article:

a) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the Redemption Day on which such valuation is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;

b) shares to be issued by the Company shall be treated as being existing as from the time specified by the Board of Directors on the Valuation Day on which such valuation is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a receivable of the Company;

c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the reference currency of the relevant Sub-Fund shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value of Shares; and

d) where on any Valuation Day the Company has contracted to:

(1) purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;

(2) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;

provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day then its value shall be estimated by the Company.

Art. 12. Frequency and Temporary Suspension of Calculation of Net Asset Value per Share, of Issue and Redemption of Shares. With respect to each Class of Shares, the Net Asset Value per Share in each series and the price for the issue, redemption and conversion of shares shall be calculated from time to time by the Company or any agent appointed thereto by the Company, at least once a month at a frequency determined by the Board of Directors, such date being referred to herein as a «Valuation Day».

The Company may temporarily suspend the determination of the Net Asset Value per Share of any particular class and the issue, redemption and conversion of its shares from its shareholders from and to shares of each class:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation on the investments of the Company attributable to a Sub-Fund quoted thereon; or

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board of Directors as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable; or

c) during any breakdown in the means of communication employed in general for determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund; or

d) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to any Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange;

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company;

g) any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated is closed other than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted.

h) any period when political, economic, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the Net Asset Value of the Company in a normal and reasonable manner.

Any such suspension shall be published, if appropriate, by the Company and may be notified to shareholders having made an application for subscription, conversion or redemption of shares for which the calculation of the Net Asset Value has been suspended.

Such suspension as to any Class of Shares shall have no effect on the calculation of the Net Asset Value per Share in the relevant series, the issue, conversion and redemption of shares of any other Class of Shares if the assets within such other Class of Shares are not affected to the same extent by the same circumstances.

Any request for subscription, conversion or redemption may be revocable (i) with the approval of the Board of Directors or (ii) in the event of a suspension of the calculation of the Net Asset Value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each Class of Shares, following the end of the period of suspension.

Title III Administration and Supervision

Art. 13. Directors. The Company shall be managed by the Board of Directors which is composed of not less than three members, who do not need to be shareholders of the Company. The members of the Board of Directors have to be employees or former employees of the HSH NORDBANK group, who went into retirement. They shall be elected for a term not exceeding six years. The directors shall be elected by the shareholders at a general meeting of shareholders; the latter shall further determine the number of directors, their remuneration and the term of their office.

Directors proposed for election listed in the agenda of the general meeting of shareholders shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented. Any candidate for director not proposed in the agenda of the meeting shall be elected only by vote of the majority of the shares outstanding.

Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the general meeting.

In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors may temporarily fill such vacancy; the shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting.

Directors shall be elected by the majority of the votes of the shares present or represented and shall be subject to the approval of the Luxembourg regulatory authorities.

Art. 14. Board Meetings. The Board of Directors may choose a chairman from among its members. It may choose a secretary, who need not to be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at the meetings of the directors and of the shareholders. In his absence, the shareholders or the board members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not to be directors or shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors.

Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Any director may act at any meeting by appointing in writing, by telegram, telex or telefax or any other similar means of communication another director as his proxy. A director may represent several of his colleagues.

Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can communicate with each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors.

The directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorised thereto by resolution of the Board of Directors.

The Board of Directors can deliberate or act validly only if at least the majority of the directors, or any other number of directors that the board may determine, are present or represented.

Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Resolutions are taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. In the event that at any meeting the number of votes for or against a resolution are equal, the chairman of the meeting shall have a casting vote.

Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing, by telegram, telex, telefax or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

Art. 15. Powers of the Board of Directors. The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policy as determined in Article 18 hereof.

All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 16. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signature of any two directors, by the joint signature of any officers of the Company or by the joint signatures of a director and an officer of the Company or of any person(s) to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 17. Delegation of Power. The Board of Directors may delegate under its responsibility its powers to conduct the daily management and affairs of the Company (including the right to act as authorised signatory for the Company) and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several individuals or corporate entities, which need not to be members of the board, who shall have the powers determined by the Board of Directors and who may, if the Board of Directors so authorises, sub-delegate their powers.

The Company may enter into a management agreement (the «Management Agreement») with one or several investment managers, as further described in the sales documents for the shares of the Company, who shall supply the Company with recommendations, advice and reports in connection with the management of the assets of the Company and shall advise the Board of Directors as to the selection of transferable securities and other assets pursuant to Article 18 hereof and have discretion, on a day-to-day basis and subject to the overall control of the Board of Directors of the Company to purchase and sell such investment funds and other assets and otherwise to manage the Sub-Fund's portfolios.

The Board of Directors may also confer special powers of attorney by notarial or private proxy.

Art. 18. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policies to be applied in respect of each Sub-Fund, (ii) the currency hedging strategy to be applied to specific Classes of Shares within particular Sub-Funds and (iii) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with applicable laws and regulations.

The Board of Directors, acting in the best interest of the Company, may decide, in the manner described in the sales documents of the shares of the Company, that (i) all or part of the assets of the Company or of any Sub-Fund be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other undertakings for collective investment and/or their sub-funds, or that (ii) all or part of the assets of two or more Sub-Funds of the Company be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Art. 19. Conflict of Interests. No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of, such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest opposite to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding general meeting of shareholders.

The term «opposite interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors in its discretion.

Art. 20. Indemnification of Directors. The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or a creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters in which the person to be indemnified did not commit a breach of duty, as advised by a counsel. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the person to be indemnified may be entitled.

Art. 21. Auditor. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an auditor («réviseur d'entreprises agréé», the «Auditor») appointed by the general meeting of shareholders and remunerated by the Company.

The Auditor shall fulfil all duties prescribed by the 2002 Law.

Title IV General Meetings - Accounting Year - Distributions

Art. 22. General Meetings of Shareholders of the Company. The general meeting of shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. Its resolutions shall be binding upon all the shareholders regardless of the Class of Shares held by them. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

The general meeting of shareholders shall meet upon call by the Board of Directors.

It may also be called upon the request of shareholders representing at least one fifth of the share capital.

The annual general meeting shall be held in accordance with Luxembourg law in Schuttrange, Grand Duchy of Luxembourg, at a place specified in the notice of meeting, each year on the second Thursday of the month of April at 11.00 a.m.

If such day is not a bank business day in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day.

Other meetings of shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of meeting.

Shareholders shall meet upon call by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda sent at least eight days prior to the meeting to each registered shareholder at the shareholder's address in the register of shareholders. The giving of such notice to registered shareholders does not need to be justified to the meeting. The agenda shall be prepared by the Board of Directors, except if a meeting is called on the written demand of the shareholders. In such case the Board of Directors may prepare a supplementary agenda.

If bearer shares are issued the notice of meeting shall in addition be published as provided by law in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, in one or more Luxembourg newspapers, and in such other newspapers as the Board of Directors may decide.

If all shares are in registered form and if no publications are made, notices to shareholders may be mailed by registered mail only.

If all shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

The holders of bearer shares are obliged, in order to be admitted to the general meetings, to deposit their share certificates with an institution specified in the convening notice at least five clear days prior to the date of the meeting.

The Board of Directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders in order to attend any meeting of shareholders.

The business transacted at any meeting of the shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

Each share of whatever class is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by giving a written proxy to another person, who need not be a shareholder and who may be a director of the Company.

Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Art. 23. General Meetings of Shareholders in a Sub-Fund or in a Class of Shares. The shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund.

In addition, the shareholders of any Class of Shares may hold, at any time, general meetings for any matters which are specific to such class.

The provisions of Article 22, paragraphs 2, 3, 7, 8, 9, 10, 11, 12 and 13 shall apply to such general meetings.

Each share is entitled to one vote in compliance with Luxembourg law and these Articles. Shareholders may act either in person or by giving a written proxy to another person who needs not be a shareholder and may be a director of the Company.

Unless otherwise provided for by law or herein, the resolutions of the general meeting of shareholders of a Sub-Fund or of a Class of Shares are passed by a simple majority vote of the shareholders present or represented.

Any resolution of the general meeting of shareholders of the Company, affecting the rights of the holders of shares of any class vis-à-vis the rights of the holders of shares of any other class or classes, shall be subject to a resolution of the general meeting of shareholders of such class or classes in compliance with Article 68 of the law of 10 August, 1915 on commercial companies, as amended (the «Law of 10 August 1915»).

Art. 24. Termination and Amalgamation of Sub-Funds or Classes of Shares. In the event that for any reason the value of the total Net Asset Value in any Sub-Fund or the value of the Net Asset Value of any Class of Shares within a Sub-Fund has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund, or such Class of Shares, to be operated in an economically efficient manner or in case of a substantial modification in the political, economic or monetary situation or as a matter of economic rationalization, the Board of Directors may decide to redeem all the shares of the relevant class or classes at the Net Asset Value per Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. The Company shall serve a notice to the holders of the relevant Class or Classes of Shares prior to the effective date for the compulsory redemption, which will indicate the reasons and the procedure for the redemption operations: registered holders shall be notified in writing. Non-registered shareholders, shall be informed by an advertisement in the Mémorial C of Luxembourg and if the Board of Directors determines in any Luxembourg and other newspaper(s). Unless it is otherwise decided in the interests of, or to keep equal treatment between the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or of the Class of Shares concerned may continue to request redemption of their shares free of charge (but taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) prior to the date effective for the compulsory redemption.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, the general meeting of shareholders of any class or all Classes of Shares issued in any Sub-Fund will, in any other circumstances, have the power, upon proposal from the Board of Directors, to redeem all the shares of the relevant class or classes and refund to the shareholders the Net Asset Value of their shares (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect. There shall be no quorum

requirements for such general meeting of shareholders which shall decide by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Assets which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares may be cancelled.

Under the same circumstances as provided by the first paragraph of this Article, the Board of Directors may decide to allocate the assets of any Sub-Fund to those of another existing Sub-Fund within the Company or to another undertaking for collective investment organized under the provisions of Part II of the 2002 Law or to another Sub-Fund within such other undertaking for collective investment (the «new Sub-Fund») and to redesignate the shares of the class or classes concerned as shares of another class (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). Such decision will be published in the same manner as described in the first paragraph of this Article one month before its effectiveness (and, in addition, the publication will contain information in relation to the new Sub-Fund), in order to enable shareholders to request redemption of their shares, free of charge, during such period.

Notwithstanding the powers conferred to the Board of Directors by the preceding paragraph, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another Sub-Fund within the Company may in any other circumstances be decided upon by a general meeting of the shareholders of the Class or Classes of Shares issued in the Sub-Fund concerned for which there shall be no quorum requirements and which will decide upon such an amalgamation by resolution taken by simple majority of those present or represented and voting at such meeting.

Furthermore, in other circumstances than those described in the first paragraph of this Article, a contribution of the assets and of the liabilities attributable to any Sub-Fund to another undertaking for collective investment referred to in the fifth paragraph of this Article or to another Sub-Fund within such other undertaking for collective investment shall require a resolution of the shareholders of the Class or Classes of Shares issued in the Sub-Fund concerned taken with a 50% quorum requirement of the shares in issue and adopted at a 2/3 majority of the shares present or represented and voting, except when such an amalgamation is to be implemented with a Luxembourg undertaking for collective investment of the contractual type («fonds commun de placement») or a foreign based undertaking for collective investment, in which case resolutions shall be binding only on such shareholders who have voted in favor of such amalgamation.

Art. 25. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence on the first day of January of each year and shall terminate on the thirty-first of December of the same year.

Art. 26. Distributions. The general meeting of shareholders of the class or classes issued in respect of any Sub-Fund shall, upon proposal of the Board of Directors and within the limits provided by law, determine how the results of such Sub-Fund shall be disposed of, and may from time to time declare, or authorize the Board of Directors to declare, distributions.

For any Class of Shares entitled to distributions, the Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses in the register of shareholders. Payments of distributions to holders of bearer shares shall be made upon presentation of the dividend coupon to the agent or agents therefore designated by the Company.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

The Board of Directors may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the Board of Directors.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant series in the Class or Classes of Shares issued in respect of the relevant Sub-Fund.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

Title V Final Provisions

Art. 27. Custodian. To the extent required by law, the Company will enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (herein referred to as the «Custodian»).

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the 2002 Law.

If the Custodian desires to retire, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor custodian within two months of the notice of such retirement. The directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof.

Art. 28. Dissolution of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in Article 30 hereof.

Whenever the share capital falls below two-thirds of the minimum capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of shareholders by the Board of Directors. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the shares represented at the meeting.

The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of shareholders whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth of the shares present and represented at the meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the Net Asset Value of the Company have fallen below two-thirds or one-fourth of the legal minimum, as the case may be.

Art. 29. Liquidation. Liquidation shall be carried out by one or several liquidators, who may be individuals or legal entities, duly approved by the regulatory authority and appointed by the general meeting of shareholders which shall determine their powers and their compensation.

Art. 30. Amendments to the Articles of Incorporation. These Articles may be amended by a general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 31. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or shareholders also include corporations, partnerships associations and any other organized group of persons whether incorporated or not.

Art. 32. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and the 2002 Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Second resolution

The general meeting resolves to ratify the cooption of Dr, Frank Schneider, as member of the board of directors. The prenamed is appointed as director for a term to expire at the close of the annual general meeting of shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31st of December 2006.

There being no further business on the agenda, the meeting was thereupon adjourned at 3 pm.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in German followed by an English version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the German version will be binding.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Munsbach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their names, first names, civil statuses and residences, the members of the board of the meeting signed together with the notary the present original deed.

Gezeichnet: A. Beining, S. Backes, S. Ludes, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 23 mars 2007. LAC/2007/3040. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 17. April 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007053355/242/1726.

(070053748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

Sobrolux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7420 Cruchten, 69, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 26.942.

Le bilan au 31 décembre 2003 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007054644/6238/12.

Enregistré à Luxembourg, le 19 avril 2007, réf. LSO-CD04944. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070052080) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2007.

Arrois S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 54.189.

Monsieur Patrick Meunier notifie, par la présente, qu'en date du 1^{er} janvier 2006, il a démissionné de ses fonctions d'administrateur de la société avec effet immédiat.

Pour extrait sincère et conforme

ARROIS S.A.

P. Meunier

Administrateur démissionnaire

Référence de publication: 2007054649/6102/15.

Enregistré à Luxembourg, le 30 mars 2007, réf. LSO-CC07479. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070052353) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2007.

Grosvenor French Retail Investments S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 1.611.290,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 123.108.

In the year two thousand seven, on the twenty-third day of February.

Before Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Regis Galiotto, jurist, residing in Luxembourg, acting as the representative of the board of directors of GROSVENOR FRENCH RETAIL INVESTMENTS S.A., Société Anonyme, having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 123.108, (the «Company»),

Duly authorised to represent the Company pursuant to the minutes of the Board of Directors of the Company dated 24 January 2007.

The minutes of this meeting, initialled *ne varietur* by the appearer and the notary, will remain annexed to present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearer has required the undersigned notary to state his declaration as follows:

1) The Company has been incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 14 December 2006, and not yet published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations* and its articles of incorporation (the «Articles») have not been amended since the incorporation of the Company.

2) The subscribed capital of the Company is set at EUR 1,061,110 (one million sixty-one thousand one hundred and ten Euros), divided into 11,111 (eleven thousand one hundred and eleven) class A shares (the «Class A Shares») and 95,000 (ninety-five thousand) class B shares (the «Class B Shares») with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each, all fully paid up (by 100%).

3) Pursuant to Article 6 of the Articles, the Company has the un-issued but authorised capital of a maximum amount of EUR 3,500,000.- (three million five hundred thousand Euros) to be used in order to issue new Class A Shares and/or Class B Shares or to increase the nominal value of the Class A Shares and/or Class B Shares.

The board of directors is authorised, within the limits of the authorized share capital set out under Article 6, to increase the share capital from time to time, with or without an issue premium, by creating and issuing new Class A Shares and/or Class B Shares.

4) By resolutions dated 24 January 2007, the board of directors approved the increase of the share capital of the Company without reserving to the existing shareholders the preferential subscription rights pursuant to Article 6 of the Articles, which refers to the provisions of a Shareholders' Agreement (notably clause 3.4 of a Shareholders' Agreement dated 14 December 2006). The share capital of the Company is increased as of 24 January 2007 within the framework of the authorised share capital as set forth in Article 6 of the Articles of the Company, by an amount of EUR 550,180.- (five hundred and fifty thousand one hundred and eighty Euros) in order to raise it from its current amount of EUR 1,061,110.- (one million sixty-one thousand one hundred and ten Euros) to EUR 1,611,290.- (one million six hundred and eleven thousand two hundred and ninety Euros) by creating and issuing 50,000 (fifty thousand) new Class B shares and 5,018 (five thousand and eighteen) new Class A Shares (the «New Shares») with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each.

All the 50,000 (fifty thousand) new Class B shares with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each have been fully subscribed and paid up in cash by GROSVENOR FRENCH RETAIL FEEDER INVESTMENTS S.A., a Luxembourg société

anonyme, having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 123.008 (the «Subscriber 1»).

All the 5,018 (five thousand and eighteen) new Class A Shares with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each have been fully subscribed and paid up in cash by GFM (CE) S.A., a Luxembourg société anonyme having its registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 101.245 (the «Subscriber 2», together with the Subscriber 1 the «Subscribers»).

These Subscribers subscribed to the New Shares and had them fully paid up by payment in cash so that the Company has at its free and entire disposal the amount of EUR 550,180.- (five hundred and fifty thousand one hundred and eighty Euros) as was certified to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

5) As a consequence of the increase of the share capital, the subscribed share capital of the Company presently amounts to EUR 1,611,290.- (one million six hundred and eleven thousand two hundred and ninety Euros), divided into 16,129 (sixteen thousand one hundred and twenty-nine) Class A Share and 145,000 (one hundred and forty-five thousand) Class B Shares with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each.

Therefore Article 5 of the Articles of Incorporation is amended accordingly and now reads as follows:

«5. The subscribed capital is set at one million six hundred and eleven thousand two hundred and ninety Euros (EUR 1,611,290.-), divided into sixteen thousand one hundred and twenty-nine (16,129) class A shares (the «Class A Shares») and one hundred and forty-five thousand (145,000) class B shares (the «Class B Shares») with a par value of ten Euros (EUR 10.-) each, fully paid up (by 100%).»

Furthermore, consequently to the above mentioned capital increase within the framework of the authorised capital clause, the amount of the authorised share capital as set out in Article 6.1 of the Articles of the Company has been decreased to EUR 2,949,820.- (two million nine hundred and forty-nine thousand eight hundred and twenty Euros) so that Article 6.1 of the Articles of Incorporation is amended accordingly and now reads as follows:

«6.1 The Company has an un-issued but authorized share capital of a maximum amount of two million nine hundred and forty-nine thousand eight hundred and twenty Euros (EUR 2,949,820.-) to be used in order to issue new Class A Shares and/or Class B Shares or to increase the nominal value of the Class A Shares and/or Class B Shares.»

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present stated increase of capital, are estimated at 7,700.- Euros.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that upon request of the appearing persons the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

After reading and interpretation of the appearing person, the said person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

En l'an deux mille sept, le vingt-trois février,

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

M. Regis Galiotto, juriste, résidant au Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire du conseil d'administration de GROSVENOR FRENCH RETAIL INVESTMENTS S.A., société anonyme, ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.108 (la «Société»),

Dûment autorisé à représenter la Société conformément aux minutes du Conseil d'Administration de la Société en date du 24 janvier 2007.

Les minutes de ce conseil d'administration, signées ne varietur par le mandataire et le notaire, resteront annexées aux présentes pour être enregistrées en même temps auprès des autorités d'enregistrement.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de prendre acte de ce qui suit:

1) La Société a été constituée conformément à l'acte du notaire soussigné en date du 14 décembre 2006, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations et ses statuts (les «Statuts») n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

2) Le capital souscrit de la Société est fixé à EUR 1.061.110,- (un million soixante et un mille cent dix Euros) représenté par 11.111 (onze mille cent onze) actions de Classe A (les «Actions de Classe A») et 95.000 (quatre-vingt-quinze mille) actions de Classe B (les «Actions de Classe B») ayant une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, toutes les actions étant entièrement libérées (en proportion de 100%).

3) Conformément à l'article 6 des Statuts, la Société a un capital non émis, mais autorisé d'un montant maximum de EUR 3.500.000,- (trois millions cinq cent mille Euros) qui peut être utilisé pour l'émission de nouvelles Actions de Classe

A et/ou Actions de Classe B ou pour l'augmentation de la valeur nominale des Actions de Classe A et/ou Actions de Classe B.

Le conseil d'administration est autorisé, dans les limites du capital autorisé fixé par l'article 6, à augmenter le capital en une ou plusieurs reprises, avec ou sans prime d'émission, par la création et l'émission d'Actions de Classe A et/ou d'Actions de Classe B.

4) Par les résolutions prises en date du 24 janvier 2007, le conseil d'administration a approuvé l'augmentation du capital social de la Société sans réserver aux actionnaires existants les droits préférentiels de souscription conformément à l'article 6 des Statuts, qui fait référence aux dispositions du Pacte d'Actionnaires (notamment la clause 3.4 du Pacte d'Actionnaires en date du 14 décembre 2006). Le capital social a été augmenté le 24 janvier 2007 dans le cadre du capital social autorisé prévu par l'article 6 des Statuts de la Société d'un montant de EUR 550.180,- (cinq cent cinquante mille cent quatre-vingts Euros) afin de l'élever de son montant actuel de EUR 1.061.110,- (un million soixante et un mille cent dix Euros) à EUR 1.611.290,- (un million six cent onze mille deux cent quatre-vingt-dix Euros) en créant et émettant 50.000 (cinquante mille) nouvelles Actions de Classe B et 5.018 (cinq mille dix-huit) Actions de Classe A (les «Nouvelles Actions») ayant une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune.

Toutes les nouvelles 50.000 (cinquante mille) Actions de Classe B ayant une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune ont été entièrement souscrites et libérées par apport en numéraire par GROSVENOR FRENCH RETAIL FEEDER INVESTMENTS S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 123.008 (le «Souscripteur 1»).

Toutes les nouvelles 5.018 (cinq mille dix-huit) Actions de Classe A ayant une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune ont été totalement souscrites et libérées par apport en numéraire par GFM (CE) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 101.245 (le «Souscripteur 2» et ensemble avec le Souscripteur 1, les «Souscripteurs»).

Ces souscripteurs ont souscrit les nouvelles Actions de Classe B et les ont entièrement libérées par un apport en numéraire de telle sorte que la Société dispose librement et entièrement du montant de EUR 550.180,- (cinq cent cinquante mille cent quatre-vingts Euros) tel que certifié par le notaire soussigné, qui le reconnaît expressément.

5) Suite à l'augmentation du capital social, le capital souscrit de la Société s'élève à présent à EUR 1.611.290,- (un million six cent onze mille deux cent quatre-vingt-dix Euros), divisé en 16.129 (seize mille cent vingt-neuf) Actions de Classe A et 145.000 (cent quarante-cinq mille) Actions de Classe B ayant une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune.

Il s'ensuit que l'article 5 des Statuts est modifié et doit être lu comme suit:

«5. Le capital social souscrit de la Société est fixé à un million six cent onze mille deux cent quatre-vingt-dix Euros (EUR 1.611.290,-), représenté par (seize mille cent vingt-neuf (16.129) actions de classe A (les «Actions de Classe A») et cent quarante-cinq mille (145.000) actions de classe B (les «Actions de Classe B») ayant une valeur nominale de dix Euros (EUR 10,-) chacune, entièrement libérées (en proportion de 100%)».

De plus, en conséquence de l'augmentation de capital mentionnée ci-dessus dans la limite de la clause de capital autorisé, le montant du capital autorisé tel qu'il figure à l'article 6.1 des Statuts a été réduit à EUR 3.000.000,- (trois millions d'Euros) de sorte que l'article 6.1 des Statuts est modifié et doit être lu comme suit:

«6.1. La Société a un capital non émis mais autorisé d'un montant maximum de deux millions neuf cent quarante-neuf mille huit cent vingt Euros (EUR 2.949.820,-) devant être utilisé afin d'émettre de nouvelles Actions de Classe A et/ou Actions de Classe B ou d'augmenter la valeur nominale des Actions de Classe A et/ou Actions de Classe B.»

Frais

Les frais, coûts, rémunération, et autres charges de quelque nature que ce soit, qui doivent être portés au compte de la Société par suite de cette augmentation de capital, sont estimés à 7.700,- Euros.

Dont acte, le présent acte a été dressé à Luxembourg à la date mentionnée au début de ce document.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Après lecture et interprétation de la personne comparante, ladite personne cosigne avec le notaire le présent acte.

Signé: R. Galiotto, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 28 février 2007. Relation: LAC/2007/812. — Reçu 5.501,80 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mars 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007054046/211/157.

(070054244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2007.

Relais des Casemates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1858 Luxembourg, 165, rue de Kirchberg.

R.C.S. Luxembourg B 87.515.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 28 mars 2007.

F. Molitor

Notaire

Référence de publication: 2007054668/223/12.

(070052131) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 avril 2007.

Commex International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 6-12, rue du Fort Wallis.

R.C.S. Luxembourg B 59.323.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires tenue le 21 mars 2007 au siège social à Luxembourg

Résolution

L'assemblée décide de prolonger les mandats des trois administrateurs à savoir:

- Monsieur Fernand Sassel, expert comptable, né le 16 avril 1959 à Clervaux, demeurant au 222, rue Principale à L-5366 Munsbach;

- Monsieur Romain Zimmer, expert comptable, né le 14 mars 1959 à Pétange, demeurant au 20-22, rue de Bonnevoie à L-1260 Luxembourg;

- Monsieur Alhard Von Ketelhodt, expert comptable, né le 27 mai 1961 à D-Bochum, demeurant au 11, rue Hiel à L-7390 Blaschette.

De même que le mandat du commissaire LUXREVISION S.à r.l., inscrite au registre de commerce sous le numéro B 40.124, avec siège social au 6-12, rue du Fort Wallis à L-2714 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale de l'an 2012.

Pour extrait sincère et conforme aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2007.

COMMEX INTERNATIONAL S.A.

R. Zimmer

Administrateur

Référence de publication: 2007054647/664/26.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2007, réf. LSO-CD00766. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070052813) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2007.

Polytech Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle et Commerciale.

R.C.S. Luxembourg B 72.051.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2007.

I. Deschuytter.

Référence de publication: 2007055422/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 avril 2007, réf. LSO-CD02115. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Critias Developpement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 5, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 88.230.

Extrait des Délibérations du Conseil d'Administration du 2 décembre 2002

- Monsieur Mohamed Mustafa Mefeltir, né le 19 mai 1969 à Erzurum Turquie, Directeur de société, résidant Yesilbag Bayiri Sokak N ° 8 D 7, Üsküdar Istanbul Turquie, est nommé aux fonctions d'Administrateur-Délégué.

- La société ne pourra être engagée sans la signature obligatoire et incontournable de Monsieur Mohamed Mustafa Mefeltir.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. M. Mefeltir

L'Administrateur-Délégué

Référence de publication: 2007054707/7020/17.

Enregistré à Luxembourg, le 12 avril 2007, réf. LSO-CD03326. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070053350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2007.

Campion S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 28.347.

Constituée par-devant M^e Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 1^{er} juillet 1988, acte publié au Mémorial C no 255 du 26 septembre 1988, modifiée par-devant le même notaire en date du 19 décembre 1988, acte publié au Mémorial C no 78 du 29 mars 1989; modifiée par-devant le même notaire en date du 20 décembre 1991, acte publié au Mémorial C no 239 du 4 juin 1992, modifiée par-devant le même notaire en date du 15 juin 2000, acte publié au Mémorial C no 496 du 12 juillet 2000, le capital a été converti en euros par acte sous seing privé du 11 juillet 2001, acte publié au Mémorial C no 114 du 22 janvier 2002.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CAMPION S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007055428/29/20.

Enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2007, réf. LSO-CD06708. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

CQS Luxembourg Global S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 1.957.000,00.

Siège social: L-5365 Münsbach, 5, Parc d'Activité Syrdall.
R.C.S. Luxembourg B 106.642.

In the year two thousand and seven, on the sixteenth of March.

Before Us, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

CQS FINANCE S.A., a joint stock company, with registered office at 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, inscribed at the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 115.191,

here represented by Mr Olivier Ferres, employee with professional address at 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, by virtue of a proxy given on March 14, 2007.

The said proxy, signed *ne varietur* by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is, since June 1, 2006, the sole shareholder of the private limited liability company established in Luxembourg under the name of CQS LUXEMBOURG GLOBAL, S.à r.l. (hereafter the «Company»), established pur-

suant to a deed of the undersigned notary on February 24, 2005, published in the Mémorial C no 696 of July 14, 2005 and whose articles have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary of March 1, 2006, published in the Mémorial C no 1803 of July 27, 2006.

II. The Company's share capital is set at two hundred and seven thousand United States Dollars (USD 207,000.-) represented by four thousand one hundred forty (4,140) shares of fifty United States Dollars (USD 50.-) each.

III. The sole shareholder resolved to increase the corporate capital by one million seven hundred and fifty thousand United States Dollars (USD 1,750,000.-) to raise it from its present amount of two hundred and seven thousand United States Dollars (USD 207,000.-) to one million nine hundred and fifty-seven thousand United States Dollars (USD 1,957,000.-) by creation and issue of thirty-five thousand (35,000) new shares of fifty United States Dollars (USD 50.-) each.

Subscription - Payment

IV. The sole shareholder, by its proxyholder, declared to subscribe to all thirty-five thousand (35,000) new shares and pay them fully up in their nominal value in the total amount of one million seven hundred and fifty thousand United States Dollars (USD 1,750,000.-), by contribution in cash of such amount.

The amount of one million seven hundred and fifty thousand United States Dollars (USD 1,750,000.-) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

V. Pursuant to the above resolutions, the first paragraph of article 6 of the articles of association is amended and shall henceforth read as follows:

« **Art. 6.** The share capital is set at one million nine hundred and fifty-seven thousand United States Dollars (USD 1,957,000.-) represented by thirty-nine thousand one hundred and forty (39,140) shares of fifty United States Dollars (USD 50.-) each.»

VI. The sole shareholder acknowledges that further to such capital increase, the share capital of the Company in the total amount of one million nine hundred and fifty-seven thousand United States Dollars (USD 1,957,000.-) represented by thirty-nine thousand one hundred and forty (39,140) shares, of fifty United States Dollars (USD 50.-) each, is entirely held by the sole shareholder CQS FINANCE S.A., prenamed.

Estimate

For purposes of registration, the share capital increase is valued at one million three hundred twenty-seven thousand one hundred sixty-seven Euro (€ 1,327,167.-).

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the presently stated increase of capital are estimated at sixteen thousand five hundred Euro (€ 16,500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the persons appearing, who is known to the notary by his surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le seize mars.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

CQS FINANCE S.A., une société anonyme, avec siège social à 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 115.191,

ici représentée par Monsieur Olivier Ferres, employé, avec adresse professionnelle à 1B, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, en vertu d'une procuration donnée le 14 mars 2007.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est, depuis le 1^{er} juin 2006, la seule associée de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de CQS LUXEMBOURG GLOBAL, S.à r.l. (ci-après la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 14 février 2005, publié au Mémorial C n ° 696 du 14 juillet 2005 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu par un acte du notaire soussigné du 1^{er} mars 2006, publié au Mémorial C n ° 1803 du 27 juillet 2006.

II. Le capital social de la Société est fixé à deux cent et sept mille Dollars des Etats-Unis- (USD 207.000,-), représenté par quatre mille cent quarante (4.140) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante Dollars des Etats-Unis (USD 50,-) chacune.

III. L'associée unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de un million sept cent cinquante mille Dollars des Etats-Unis (USD 1.750.000,-) pour le porter de son montant actuel de deux cent et sept mille Dollars des Etats-Unis (USD 207.000,-) à un million neuf cent cinquante-sept mille Dollars des Etats-Unis (USD 1.957.000,-) par la création et l'émission de trente-cinq mille (35.000) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de cinquante Dollars des Etats-Unis (USD 50,-) chacune.

Souscription - Libération

IV. L'associée unique, par son mandataire, déclare souscrire à toutes les trente-cinq mille (35.000) nouvelles parts sociales et les libérer intégralement en leur valeur nominale au montant total de un million sept cent cinquante mille Dollars des Etats-Unis (USD 1.750.000,-) par apport en liquide du même montant.

Le montant de un million sept cent cinquante mille Dollars des Etats-Unis (USD 1.750.000,-) a été intégralement libéré en liquide et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

V. Suite aux résolutions susmentionnées, le premier paragraphe de l'article 6 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à un million neuf cent cinquante-sept mille Dollars des Etats-Unis (USD 1.957.000,-) représenté par trente-cinq mille (35.000) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante Dollars des Etats-Unis (USD 50,-) chacune.»

VI. L'associé unique reconnaît que suite à cette augmentation de capital, la capital social de la Société au montant total de un million neuf cent cinquante-sept mille Dollars des Etats-Unis (USD 1.957.000,-) représenté par trente-cinq mille (35.000) parts sociales de cinquante Dollars des Etats-Unis (USD 50,-) chacune, est détenu intégralement par l'associée unique CSQ FINANCE S.A., prénommée.

Estimation

Pour les besoins de l'enregistrement, le montant de l'augmentation de capital social est évalué à un million trois cent vingt-sept mille cent soixante-sept Euro (€ 1.327.167,-).

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de seize mille cinq cents Euro (€ 16.500,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé ensemble avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: O. Ferres, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 21 mars 2007, Relation: LAC/2007/2738. — Reçu 13.133,21 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 avril 2007.

J. Elvinger.

Référence de publication: 2007053357/211/117.

(070053886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

Espace Media S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 46, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 69.297.

—
Décision du gérant unique du 2 avril 2007

Résolution unique

Le Gérant décide de transférer le siège social de la société du

34, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg

au

46, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg

D. Raucy
Gérant

Référence de publication: 2007054680/3842/17.

Enregistré à Luxembourg, le 16 avril 2007, réf. LSO-CD03852. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070052398) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2007.

Euromedic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5752 Frisange, 7, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 59.974.

L'an deux mille sept, le trente mars.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme EUROMEDIC S.A., avec siège social à 12, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 59.974, constituée suivant acte reçu par Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, en date du 10 juillet 1997, acte publié au Mémorial C numéro 563 du 14 octobre 1997. Le statuts de la société ont été modifiés en dernier lieu par acte de Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster en date du 30 janvier 2004, publié au Mémorial C numéro 340 du 26 mars 2004.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Philippe Hittin, indépendant, demeurant à F-54520 Laxou, 8, allée des Poiriers (France),

qui désigne comme secrétaire Madame Isabelle Hittin, infirmière anesthésiste, demeurant à F-54520 Laxou, 8, allée des Poiriers (France).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Boulkher Gamraoui, chauffeur-livreur, demeurant à F-54600 Villers-les-Nancy (France).

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

- transfert du siège social au 7, rue de Luxembourg, L-5752 Frisange et modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des statuts;

- réélection statutaire des administrateurs et du commissaire aux comptes en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2012, en modifiant toutefois l'adresse de Monsieur Philippe Hittin et de Madame Isabelle Hittin au 8, allée des Poiriers F-54520 Laxou;

- modification de la date de la tenue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra dorénavant le 2ème jeudi du mois de juin à 11:00 et modification subséquente de l'article 15 des statuts;

- modification du pouvoir de représentation de la société vis-à-vis des tiers de sorte que la société soit engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de son administrateur-délégué ou par la signature d'un administrateur avec la co-signature obligatoire de l'administrateur-délégué et modification subséquente de l'article 12 des statuts.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents et les mandataires des actionnaires représentés, a été contrôlée et signée par les membres du bureau.

Resteront annexées aux présentes les éventuelles procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que la présente assemblée, réunissant cent pour cent du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transférer le siège social du 12, rue Jean l'Aveugle, L-1148 Luxembourg au 7, rue de Luxembourg, L-5752 Frisange.

L'assemblée générale décide en conséquence de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2, premier alinéa.** Le siège de la société est établi dans la commune de Frisange.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de reconduire les mandats des administrateurs (Messieurs Philippe Hittin et Jean Pierre Michel Thomassin et Madame Isabelle Hittin) et du commissaire aux comptes (Monsieur Robert Hittin) en fonction jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2012.

L'assemblée décide d'acter le changement de l'adresse de Monsieur Philippe Hittin (administrateur et administrateur-délégué) et de Madame Isabelle Hittin (administrateur) au 8, allée des Poiriers F-54520 Laxou.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier la date de la tenue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra dorénavant le 2ème jeudi du mois de juin à 11 heures.

L'assemblée décide de modifier en conséquence l'article 15 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 15.** L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le deuxième jeudi du mois de juin, à 11 heures.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunira le premier jour ouvrable suivant.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide par ailleurs de modifier le pouvoir de représentation de la société vis-à-vis des tiers de sorte que la société soit engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de son administrateur-délégué ou par la signature d'un administrateur avec la co-signature obligatoire de l'administrateur-délégué.

Ainsi, L'assemblée générale décide de modifier l'article 12 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 12.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle de son administrateur-délégué ou par la signature d'un administrateur avec la co-signature obligatoire de l'administrateur-délégué.»

L'ordre du jour étant épuisé, le président prononce la clôture de l'assemblée.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

Dont acte, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: P. Hittin, I. Hittin, B. Gamraoui, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 3 avril 2007, Relation: LAC/2007/4061. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations

Senningerberg, le 20 avril 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007053083/202/82.

(070053174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2007.

Chimona S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 74.577.

—
RECTIFICATIF

L'an deux mille sept, le vingt-deux mars.

Par-devant Maître Jacques Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg-Ville,

Ont comparu:

1) Monsieur Marco Lagona, employé privé, 19-21, bld du Prince Henri, Luxembourg,

agissant en sa qualité de président, lors de l'assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 2006, enregistré à Luxembourg A.C., le 3 janvier 2006, volume 157S, folio 16, case 2, de la société anonyme de droit luxembourgeois dénommée CHIMONA S.A. ayant son siège social à Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri, inscrite au R.C.S. Luxembourg B n° 74.577, constituée en date du 24 février 2000 par acte reçu par le notaire soussigné en date du 24 février 2000, publié au Mémorial C de 2000, page 20.611, et les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois en vertu d'un acte reçu par le notaire Paul Bettingen de Niederanven, le 29 septembre 2003, publié au Mémorial C de 2003, page 56.931

2) Monsieur Sébastien Felici, employé privé, 19-21, bvd du Prince Henri, Luxembourg,

agissant en sa qualité de secrétaire lors de l'assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 2006 de la prédite société CHIMONA S.A.

3) Monsieur Andrea Castaldo, employé privé, Luxembourg, 19-21, bvd du Prince Henri agissant en sa qualité de scrutateur lors de l'assemblée générale extraordinaire du 28 décembre 2006 de la prédite société CHIMONA S.A,

4) La SOCIETE EUROPEENNE DE BANQUE, avec siège social à Luxembourg, 19-21, bvd du Prince Henri, elle-même représentée par M. Marco Bus, directeur général, Luxembourg, et M. Carlo Santoiemma, directeur, Luxembourg,

comme mandataire des 2 actionnaires détenant l'intégralité du capital social de la prédite société CHIMONA S.A., en vertu de 2 procurations données le 27 resp. le 28 décembre 2006, lesquels actionnaires sont plus amplement renseignés sur une liste de présence, laquelle liste de présence ainsi que les prédites procurations sont restées annexées au susdit acte du 28 décembre 2006 reçu par le notaire soussigné.

Lesquels comparants, agissant es-qualités, déclarent que le procès-verbal de ladite assemblée du 28 décembre 2006 la 2^{ème} résolution ayant la teneur suivante:

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la date d'assemblée générale annuelle pour la porter au troisième mardi de décembre à 10.00 heures, et de modifier l'article 20 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 20. L'assemblée générale annuelle se réunira de plein droit dans la commune du siège social, le quatrième vendredi de décembre à 10.00 heures. Si ce est férié ou congés bancaire, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable bancaire suivant, à la même heure. Les assemblées générales ordinaires se tiendront à Luxembourg au lieu indiqué dans la convocation et les assemblées générales extraordinaires au lieu désigné par le conseil d'administration.

Est à modifier, conformément au libellé de l'ordre du jour, pour lui donner la teneur nouvelle suivante:

Deuxième résolution

L'assemblée décide de changer la date d'assemblée générale annuelle pour la porter au dernier vendredi du mois de décembre à 10.00 heures, et de modifier l'article 20 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

Art. 20. L'assemblée générale annuelle se réunira de plein droit dans la commune du siège social, le dernier vendredi du mois de décembre à 10.00 heures. Si ce jour est un jour férié, l'assemblée aura lieu le premier jour ouvrable bancaire suivant, à la même heure. Les assemblées générales ordinaires se tiendront à Luxembourg au lieu indiqué dans la convocation et les assemblées générales extraordinaires au lieu désigné par le conseil d'administration.

Les comparants requièrent le notaire instrumentaire de faire les rectifications nécessaires partout où cela s'impose.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation en langue française donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: M. Lagona, S. Felici, A. Castaldo, M. Bus, C. Santoiemma, J. Delvaux.

Enregistré à Luxembourg, le 2 avril 2007, Relation: LAC/2007/3878. — Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): Sandt.

Pour copie conforme, délivrée, sur papier libre, à la demande de la société prénommée, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2007.

J. Delvaux.

Référence de publication: 2007053383/208/57.

(070053706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

Hôtel-Restaurant Agath S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5884 Howald, 274, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 28.287.

Décision collective des associés du 31 octobre 2006

Les soussignés:

- Monsieur Franky Steichen, traiteur-cuisiner, demeurant à L-5884 Howald, 274, route de Thionville
 - Madame Lily Steichen-Windstein, commerçante, demeurant à L-5884 Howald, 274, route de Thionville
- seules associés de la société, ont pris ce jour à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Monsieur Franky Steichen présente sa démission comme gérant de la société avec effet au 31 octobre 2006. Celle-ci est acceptée par les associés.

Deuxième résolution

Madame Lily Steichen-Windstein, commerçante, est nommée gérante de la société et pourra engager la société en toute circonstance par sa seule signature.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

F. Steichen / L. Steichen-Windstein.

Référence de publication: 2007054645/1358/22.

Enregistré à Luxembourg, le 23 novembre 2006, réf. LSO-BW06547. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(070052668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2007.

Promacro Investments S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 87.069.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 9 avril 2002, acte publié au Mémorial C n^o 1045 du 9 juillet 2002, la société a été mise en liquidation par-devant M^e Jean Seckler, pré-nommé, en date du 10 novembre 2004, acte publié au Mémorial C n^o 133 du 12 février 2005.

Le bilan au 31 mars 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROMACRO INVESTMENTS S.A. (en liquidation)

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007054684/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 avril 2007, réf. LSO-CD05149. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070052971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2007.

Promacro Investments S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 87.069.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 9 avril 2002, acte publié au Mémorial C n^o 1045 du 9 juillet 2002, la société a été mise en liquidation par-devant M^e Jean Seckler, pré-nommé, en date du 10 novembre 2004, acte publié au Mémorial C n^o 133 du 12 février 2005.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROMACRO INVESTMENTS S.A. (en liquidation)

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007054690/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 avril 2007, réf. LSO-CD05152. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070052975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2007.

Bessonnat S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 104.504.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2005, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature / Signature

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007054693/565/14.

Enregistré à Luxembourg, le 20 avril 2007, réf. LSO-CD05433. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070052886) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2007.

Sterner Research S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 94.928.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2007.

I. Deschuytter.

Référence de publication: 2007055424/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 avril 2007, réf. LSO-CD05526. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056211) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Polytech Investment Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 72.023.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2007.

I. Deschuytter.

Référence de publication: 2007055426/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 10 avril 2007, réf. LSO-CD02119. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Pronto Net 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 81.462.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Luxembourg, en date du 5 mars 2001 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n ° 956 du 3 novembre 2001.
Les comptes annuels au 31 décembre 2001 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRONTO NET 1 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007055429/250/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05937. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056177) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Pronto Net 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 81.462.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Luxembourg, en date du 5 mars 2001 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n ° 956 du 3 novembre 2001.

Les comptes annuels au 31 décembre 2002 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRONTO NET 1 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007055431/250/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05939. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056179) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Pronto Net 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 81.462.

La société a été constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, Luxembourg, en date du 5 mars 2001 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n ° 956 du 3 novembre 2001. Les comptes annuels au 31 décembre 2003 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

PRONTO NET 1 S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007055432/250/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05941. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Synapse Mobile Networks S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 95.361.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2007.

I. Deschuytter.

Référence de publication: 2007055423/1197/12.

Enregistré à Luxembourg, le 23 avril 2007, réf. LSO-CD05528. - Reçu 16 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Promacro Investments S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 87.069.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 9 avril 2002, acte publié au Mémorial C n ° 1045 du 9 juillet 2002, la société a été mise en liquidation par-devant M^e Jean Seckler, pré-nommé, en date du 10 novembre 2004, acte publié au Mémorial C n ° 133 du 12 février 2005.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROMACRO INVESTMENTS S.A.

FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.

Signatures

Référence de publication: 2007054689/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 avril 2007, réf. LSO-CD05154. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070052973) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2007.

Promacro Investments S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.
R.C.S. Luxembourg B 87.069.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 9 avril 2002, acte publié au Mémorial C n ° 1045 du 9 juillet 2002, la société a été mise en liquidation par-devant M^e Jean Seckler, pré-nommé, en date du 10 novembre 2004, acte publié au Mémorial C n ° 133 du 12 février 2005.

Le bilan au 31 décembre 2004 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour PROMACRO INVESTMENTS S.A.
FORTIS INTERTRUST (LUXEMBOURG) S.A.
Signatures

Référence de publication: 2007054686/29/17.

Enregistré à Luxembourg, le 19 avril 2007, réf. LSO-CD05155. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070052972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2007.

Mid Hellas S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 99.330.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

MID HELLAS S.A.
T. Fleming / C. Schmitz
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007055445/45/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD06145. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Spektrum A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 93.220.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SPEKTRUM A.G.
T. Fleming / C. Schmitz
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007055438/45/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD06165. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Dreamsgate Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 96.280.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DREAMSGATE HOLDING S.A.
T. Fleming / C. Schmitz
Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007055437/45/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD06169. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Solferino S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 70.989.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 30 mars 2007

Le mandat des Administrateurs étant venu à échéance, l'Assemblée décide de renouveler, avec effet au 28 octobre 2004, le mandat des Administrateurs M. Christophe Blondeau, employé privé, avec adresse professionnelle au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg et M. Maurizio Borletti, administrateur, avec adresse professionnelle au 7/10 Chandos Street, GB-London WIG 9BQ pour une nouvelle période de 6 ans. Leurs mandats viendront à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle à tenir en l'an 2010.

L'Assemblée, après avoir été informée du décès de Maître Jacques Mersch, décide de nommer Administrateur, en son remplacement, Maître Lucy Dupong, Avocate, avec adresse professionnelle au 4-6, rue de la Boucherie à L-1247 Luxembourg. Son mandat prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle à tenir en l'an 2010.

Le mandat du Commissaire étant venu à échéance, l'Assemblée décide de renouveler, avec effet au 28 octobre 2004, le mandat de HRT REVISION Sàrl, avec siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg pour une nouvelle période de 6 ans. Son mandat viendra à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale Statutaire annuelle à tenir en l'an 2010.

Pour extrait conforme

FIDALUX S.A.

Signature

Référence de publication: 2007054682/565/24.

Enregistré à Luxembourg, le 16 avril 2007, réf. LSO-CD04031. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070052419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 avril 2007.

Lupo Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 83.879.

—
Le bilan au 30 septembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUPO HOLDING S.A.

T. Fleming / C. Schmitz

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007055436/45/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD06172. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056183) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Defoule Prod S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 79.129.

—
Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DEFOULE PROD S.A.

T. Fleming / C. Schmitz

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2007055439/45/14.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD06161. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.